



**PROGRAMME COMMUN FEED GOOD
POUR LA CONSTRUCTION DE SYSTEMES ALIMENTAIRES
DURABLES**

Évaluation Intermédiaire

Rapport final

Février 2025

Calipso.lda

Sommaire

Abréviations.....	4
Résumé Exécutif	5
1 Introduction.....	10
2 Rappel du contexte et de la logique d'intervention	11
4 Note Méthodologique	16
4.1 Aperçu de la mission	16
4.2 Options méthodologiques.....	17
Approche participative	17
Des rencontres communautaires	18
Le focus sur les changements induits par le projet	18
4.3 Contraintes	19
5 Les changements induits par le programme selon les bénéficiaires et les partenaires de mise en œuvre	21
Les changements selon les bénéficiaires.....	21
Les changements selon les partenaires de mise en œuvre.....	22
6 Les résultats du programme	26
DC1. Les paysans et autres acteurs de l'ESS sont engagés dans une transition vers des modes de production agroécologiques et de gestion durable de l'environnement.	26
DC2. Les paysans et autres acteurs de l'ESS ont mis en place et/ou consolidé des systèmes de collecte, de stockage, de transformation et de commercialisation équitables et durables.	29
DC3. Le développement territorial inclusif soutenant la co-construction de systèmes alimentaires durables et la gestion durable de l'environnement	32
DC4. Les politiques publiques nationales et internationales garantissant les droits des paysans et autres acteurs de l'ESS ont été promulguées et mises en application.	33
DC5. Les citoyens touchés par le programme sont engagés et mobilisés pour le développement des SAD et d'une citoyenneté mondiale.	35
DC6. Les femmes participent davantage aux différents niveaux de gestion de l'environnement et des SAD.	37
7 Réponse aux questions évaluatives.....	40
La pertinence : L'intervention répond-elle au problème ?.....	40
Efficacité : L'intervention atteint-elle ses objectifs?	43
Impact.....	48

Durabilité	48
Thématique transversale Genre :	50
8 Conclusions et recommandations	51
Conclusions.....	51
Recommandations et considérations	51
FinRéférences	54
Annexe 1 Termes de Référence	56
Annexe 2 Planification de la mission	57
Annexe 3 Guides des rencontres.....	59
Annexe 4 Changements selon les bénéficiaires	68
Annexe 5 Produits de l’atelier d’analyse des équipes.....	72
Annexe 6 Analyse des données collectées	81
Annexe 7 Évaluation du processus par les participants	86
Annexe 8 Proposition d’indicateurs alternatifs aux indicateurs MdP	88

Abréviations

AGR	Activité Génératrice de Revenu
APEFE	Association pour la Promotion de l'Education et de la Formation
AT	Autre Terre
CCI	Chambre de Commerce et d'Industrie
CERD	Culture, Education et Recherche pour le Développement au Bénin
DGD	Direction Générale Coopération au Développement et Aide Humanitaire
ERAD	Etudes et Recherches Appliquées pour le Développement
ESS	Économie Social et Solidaire
FA	Foyer Amélioré
GF	Groupe Féminin (dans ce contexte des groupes de Transformatrices locales)
GTA	Grenier Traditionnel Amélioré
IdP	Îles de Paix
IMF	Institutions de Micro Finance
JAB	Jura Afrique Bénin (JAB)
OP	Organisation de Producteurs
OSCLOS	Organe de Surveillance de la Consommation Locale et Saine
PIP	Plan Intégré du Paysan
RACLOS	Réseau des Acteurs de la Consommation Locale et Saine
SAD	Système Alimentaire Durable
SIA	Consortium SOS Faim (Humundi), Îles de Paix et Autre Terre
SMART	Specific, Measurable, Achievable, Relevant, Time-bound (Spécifique, Mesurable, Réaliste, Pertinent et Défini dans le temps)
TOC	Theory of Change (Théorie de Changement)
VSF	Vétérinaires Sans Frontiers

Résumé Exécutif

Le consortium SIA, composé de trois ONG belges (Humundi, Îles de Paix et Autre Terre), met en œuvre un programme quinquennal (2022-2026) intitulé « Programme Feed Good », financé par la Direction Générale Coopération au Développement et Aide Humanitaire (DGD).

Le volet béninois du programme est mis en œuvre par Autre Terre et Îles de Paix, en collaboration avec quatre partenaires locaux : Culture, Éducation et Recherche pour le Développement au Bénin (CERD Bénin), Études et Recherches Appliquées pour le Développement (ERAD), Jura Afrique Bénin (JAB), et TIKONNA (« Nous sommes unis, nous sommes ensemble »). Le programme est implémenté dans les communes de Boukoubé, Cobly et Natitingou, dans le département d'Atacora. L'objectif du consortium et de ses partenaires est de renforcer la résilience et la capacité des agriculteurs familiaux ainsi que d'autres acteurs des systèmes alimentaires durables, afin qu'ils puissent répondre de manière durable à leurs besoins de base.

À la fin de la troisième année de mise en œuvre, le consortium a décidé de réaliser une évaluation participative afin d'évaluer les acquis du programme, d'apporter d'éventuels ajustements pour les années restantes, et de nourrir la réflexion du consortium sur la formulation de projets futurs. Le cabinet Calipso Ida a été choisi pour mener cette évaluation. La mission terrain s'est déroulée entre le 5 et le 20 Nov. 2024.

Le programme Feed Good adopte une approche systémique, prenant en compte les dynamiques post-productives ainsi que les pratiques commerciales durables. Il vise à améliorer les conditions de vie des paysans et autres acteurs de l'économie sociale et solidaire, en mettant un accent particulier sur les jeunes et les femmes. Cela se fait à travers la construction de systèmes alimentaires durables et résilients, dans un environnement sain, avec la participation des citoyens tant au nord qu'au sud.

Le programme Feed Good Bénin intervient sur plusieurs niveaux : au niveau de la production, de la transformation et de la commercialisation afin de faciliter une transition agroécologique, au niveau des dynamiques sociales, et au niveau institutionnel pour contribuer à l'établissement d'un cadre propice à des politiques favorisant la transition vers des systèmes alimentaires durables.

Trois facteurs contextuels influencent la mise en œuvre du programme : *le changement climatique, l'augmentation des prix, et la situation sécuritaire et l'instabilité régionale*. Ces facteurs révèlent, d'une part, l'exposition des producteurs et des consommateurs aux risques liés aux chocs externes et, d'autre part, créent un cadre propice à la réévaluation des systèmes alimentaires actuels, tant au niveau des producteurs que des consommateurs, ainsi qu'au niveau des politiques locales et nationales.

L'objectif de cette évaluation à mi-parcours était d'évaluer les acquis du programme à mi-parcours de sa mise en œuvre, d'apporter d'éventuels ajustements pour les années restantes, et de nourrir la réflexion du consortium sur la conception de projets futurs. De plus, dans les TdR, le commanditaire a formulé une série de questions spécifiques auxquelles l'évaluation devait répondre au cours de la mission.

La méthodologie utilisée pour cette évaluation était participative. En plus de la documentation pertinente du programme, les principales sources d'information comprenaient des acteurs externes, les équipes de mise en œuvre du programme, les membres du bureau exécutif de RACOLOS et d'OSCLOS, des représentants des communes, ainsi que des bénéficiaires et des membres des communautés n'ayant pas directement bénéficié des interventions du programme. Les communautés visitées ont été sélectionnées selon plusieurs critères afin d'obtenir un échantillon aussi représentatif que possible tout en couvrant les différentes activités et partenaires du programme.

Pendant quatre jours sur le terrain, deux équipes ont rencontré plus de 309 femmes et 171 hommes dans

14 villages, ainsi que les autorités communales des trois communes. Ces échanges ont permis de recueillir des informations directement auprès des bénéficiaires et des acteurs locaux, afin d'évaluer l'impact du programme et de comprendre les besoins et attentes des communautés concernées.

Les changements induits par le programme

L'amélioration de la santé et la scolarisation des enfants ont été identifiées comme des changements significatifs du programme. En matière de santé, les effets se manifestent par une meilleure alimentation, une amélioration du stockage des produits, une plus grande disponibilité et diversité de légumes, ainsi qu'une réduction de l'utilisation des pesticides.

L'introduction des groupes d'épargne et de crédit a joué un rôle crucial dans les villages où les bénéficiaires ont accès au crédit. Cette activité a facilité la disponibilité de liquidités au sein des communautés, permettant notamment aux femmes d'initier de nouvelles activités génératrices de revenus (AGR) tout en utilisant l'épargne pour des investissements. Cela a également facilité leur contribution aux charges du ménage et leur capacité à financer les frais de santé et de scolarité des enfants. Ces changements ont probablement conduit à une meilleure considération des femmes, à une amélioration de leurs revenus, à une plus grande autonomie financière et à la possibilité d'acquérir des biens.

Un autre changement important est la gestion concertée des Greniers Traditionnels Améliorés (GTA), qui a permis de réduire les pertes post-récolte et de diminuer la charge de travail des femmes. Cette gestion améliorée, combinée à une meilleure capacité de stockage, a également contribué à réduire les conflits au sein des ménages. De plus, le stockage amélioré a permis une meilleure alimentation du bétail, grâce à la séparation des récoltes en fonction de la qualité du grain. Un autre bénéfice de ce stockage est qu'il agit comme un moyen de lutter contre le bradage des produits.

Deux facteurs ont contribué à la réduction des feux de brousse : la protection des arbres dans le cadre de l'agroforesterie et un changement de perception concernant la matière organique, qui est désormais utilisée pour le compostage au lieu d'être brûlée.

Les changements identifiés par les bénéficiaires sont largement similaires à ceux perçus par les partenaires, notamment en ce qui concerne les pratiques agroécologiques, les réalisations liées aux GTA et aux formations agroécologiques (FA), ainsi que leurs effets. Toutefois, certains changements sont spécifiques aux partenaires, notamment en ce qui concerne les relations avec les autorités, les effets d'essaimage, et la structuration du marché à un niveau supra-local. Une explication possible de cette divergence est que la population n'a pas encore observé de changements concrets au niveau des autorités et des politiques, ou bien qu'elle perçoive ces changements sans les associer directement au programme.

Dans l'ensemble, les changements observés concernent principalement la production et la transition agroécologique, avec des effets économiques et environnementaux notables. Les effets sociaux, à l'exception de l'implication et de la contribution des femmes au sein des ménages et dans les organisations, semblent moins marqués.

Les résultats du programme

En ce qui concerne le **DC1**. « *Les paysans et autres acteurs de l'ESS sont engagés dans une transition vers des modes de production agroécologiques et de gestion durable de l'environnement* » les rencontres et les observations confirment les résultats attendus, montrant qu'une transition effective vers des systèmes de production intégrant des principes agroécologiques est en cours. Cette évolution est perceptible dans les pratiques agricoles des bénéficiaires, qui adoptent de plus en plus des méthodes respectueuses de l'environnement, favorisant la durabilité à long terme des systèmes de production.

En ce qui concerne le **DC2**. « *Les paysans et autres acteurs de l'ESS ont mis en place et/ou consolidé des systèmes de collecte, de stockage, de transformation et de commercialisation équitables et durables* », tout d'abord, il y a eu une augmentation des volumes commercialisés à travers les Organisations de Producteurs (OP), ainsi qu'un nombre croissant de membres au sein de ces organisations. De plus, une réduction des pertes post-récolte a été confirmée, accompagnée d'une diminution de l'utilisation de produits chimiques, ce qui témoigne d'une amélioration des pratiques de conservation.

Les participants aux rencontres ont également souligné une amélioration de la qualité de leurs produits, souvent en lien avec des pratiques d'hygiène améliorées. Cette amélioration de la qualité facilite la vente et permet de valoriser la production locale, contribuant ainsi à renforcer la compétitivité des produits sur le marché. Ces résultats témoignent d'une transition vers des pratiques agricoles plus durables et d'une gestion plus professionnelle des produits agricoles.

Ce que la mission a trouvé concernant **DC4**. « *Les politiques publiques nationales et internationales garantissant les droits des paysans et autres acteurs de l'ESS ont été promulguées et mises en application.* », est que le programme a établi des connections à plusieurs niveaux, ce qui a conduit à l'adoption de la stratégie nationale de promotion de l'agriculture écologique et biologique au Bénin, actuellement en cours de mise en œuvre. Il est activement impliqué dans diverses collaborations stratégiques et initiatives communes, telles que le groupe Synergie Atacora et le cadre de concertation nationale des acteurs de l'agroécologie au Bénin (CCN-AE). En particulier, le programme soutient activement le Réseau des Acteurs de la Consommation Locale et Saine (RACOLoS) dans le département de l'Atacora. De manière générale, on observe une prise de conscience croissante, ce qui explique en partie l'organisation de ces foires et l'intérêt croissant des partenaires techniques et financiers à les financer. L'implication active des autorités locales et des services déconcentrés, en particulier dans le système de certification, représente une stratégie judicieuse. Elle permet non seulement de sensibiliser les autorités et de créer une relation de confiance, mais aussi de leur fournir des arguments convaincants en faveur des approches agroécologiques et de l'économie sociale et solidaire.

Par rapport au **DC5**. « *Les citoyens touchés par le programme sont engagés et mobilisés pour le développement des SAD et d'une citoyenneté mondiale* », l'évaluation a révélé au sein des communautés un fort engouement pour l'approche promue par le programme. Cela se traduit par plusieurs indicateurs positifs, notamment la croissance du nombre de membres au sein des groupes, l'augmentation des volumes vendus et transformés localement, ainsi que l'amélioration de la visibilité des transformateurs locaux. On observe également une participation accrue aux cuisines participatives. D'autres signes de succès incluent la construction autofinancée des Greniers Traditionnels Améliorés (GTA) et des foyers améliorés, ainsi que l'essaimage des pratiques agroécologiques au sein des communautés.

Les actions du programme se concentrent sur les changements DC1, DC2, DC4 et DC5, résultat de la réduction budgétaire imposée par la DGD. Cependant, l'évaluation a également constaté des progrès significatifs concernant les DC3 (« Développement territorial inclusif soutenant la co-construction de systèmes alimentaires durables et la gestion durable de l'environnement ») et DC6 (« Les femmes participent davantage aux différents niveaux de gestion de l'environnement et des Systèmes Alimentaires Durables »). Ces avancées sont dues à l'approche intégrée du programme, notamment l'approche genre, ainsi qu'au fait que certaines actions ont un impact direct sur les objectifs des DC3 et DC6, soutenues par la synergie avec d'autres ONG.

Les rencontres ont révélé que le rôle des femmes au sein des ménages est en train d'évoluer. Leur contribution aux tâches ménagères est de plus en plus reconnue, voire davantage visible. Les améliorations observées chez les enfants, en particulier en matière de scolarisation et de santé, sont probablement en

grande partie attribuables aux efforts des femmes au sein des foyers. L'application des Plans Intégrés Paysans (PIP) et du concept de Gestion Concertée joue un rôle clé dans cette évolution. Il existe également des signes indiquant que les femmes sont désormais mieux écoutées au sein du ménage.

Conclusions

Le programme Feed Good Bénin renforce la résilience et l'autonomie des producteurs et des groupes en développant des alternatives agroécologiques économiquement viables. Ces alternatives permettent non seulement de réduire les dépenses, mais aussi d'améliorer la production et les revenus des producteurs. Elles sont par ailleurs socialement appropriées, répondant aux besoins locaux tout en respectant les valeurs sociales et culturelles des communautés.

La création du Réseau RACOLOS et de son organe de suivi et de vérification, l'OSCLOS, constitue une étape clé dans la mise en place des structures nécessaires pour soutenir des circuits courts de production et de consommation locaux et sains. Le succès de ces structures repose sur la participation active de presque toutes les parties prenantes clés, bien qu'il reste encore à renforcer la représentation des Communes dans ces instances.

L'approche intégrée du programme, qui dépasse le cadre des exploitations agricoles pour inclure les organisations, les marchés et la sensibilisation du public, facilite de manière pertinente et efficace le développement de systèmes alimentaires durables. Cette approche assure une gestion équilibrée et durable de l'environnement, tout en créant des synergies entre les différents acteurs du secteur agricole et en garantissant une meilleure cohérence des actions entreprises à tous les niveaux.

Recommandations

Les indicateurs du programme ne sont ni suffisamment SMART ni adaptés pour mesurer efficacement les progrès réalisés, mais cela est expliqué par le fait que les indicateurs n'ont pas été formulés dans une logique de Gestion Axées sur les Résultats. Il s'agit en effet d'un programme formulé selon la Théorie du Changement. Les indicateurs ne permettent pas de mesurer l'ensemble des changements observés au cours de mise en œuvre du programme. En effet, d'autres changements que ceux initialement ciblés par les activités du programme sont observés au cours de mise en œuvre, mais ne sont pas suivis et mesurés actuellement. Dans le cadre de la formulation d'un prochain programme, il est recommandé d'identifier des indicateurs qui mesurent plus finement l'ensemble des changements observés.

Au cas où un prochain programme travaillerait selon le GAR, il est vivement recommandé de revoir ces indicateurs afin de faciliter une gestion axée sur les résultats.

Pour assurer la pérennité de RACOLOS, il est nécessaire d'augmenter le volume de produits vendus. Cela pourrait être réalisé par une stratégie visant à étendre le nombre de points de vente. Divers types de points de vente peuvent être envisagés, notamment des points fixes à Boukombé, en collaboration avec TIKONNA, qui dispose déjà d'un point de vente local, ainsi que dans certains hôtels de la ville.

Il serait également pertinent que les partenaires collaborent pour développer un plaidoyer stratégique impliquant les organisations de producteurs (OP), les groupes de transformatrices, et les groupements maraîchers par commune. L'objectif serait d'identifier les intérêts communs et de définir les priorités en matière de Systèmes Alimentaires Durables (SAD), afin de mener un plaidoyer commun auprès des communes et des services techniques déconcentrés.

Les besoins en services financiers accessibles sont considérables et essentiels pour le développement des systèmes alimentaires durables. Il est donc recommandé de soutenir la création de groupes financiers dans tous les villages d'intervention.

Il est également crucial de renforcer le rôle des organisations de producteurs dans la promotion des

pratiques agroécologiques et l'application des Plans Intégrés Paysans (PIP), afin qu'elles puissent prendre le relais une fois le programme terminé. Par ailleurs, l'aspect genre doit être renforcé dans l'outil PIP pour garantir une plus grande inclusion et équité.

Fin

1 Introduction

Depuis 2017, trois ONG belges Humundi, Iles de Paix et Autre Terre collaborent au sein du consortium SIA pour la mise en œuvre de projets visant à construire des systèmes alimentaires plus durables, à travers la promotion de la transition agroécologique et l'économie sociale et solidaire.

Le consortium met en œuvre un programme quinquennal (2022-2026) financé par la Direction Générale Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD) dénommé « Programme Feed Good », en Belgique et dans huit pays d'Afrique (Bénin, Burkina Faso, Éthiopie, Mali, Ouganda, RDC, Sénégal et Tanzanie) et deux d'Amérique du Sud (Bolivie et Pérou).

Le volet Bénin du programme est mis en œuvre par deux des trois partenaires du consortium SIA (Autre Terre et Îles de Paix) avec quatre partenaires locaux : Culture, Education et Recherche pour le Développement au Bénin (CERD Bénin), Etudes et Recherches Appliquées pour le Développement (ERAD), Jura Afrique Bénin (JAB) et TIKONNA « Nous sommes unies, nous sommes ensemble ». Ensemble, le consortium et ses partenaires cherchent à renforcer la résilience et la capacité des agriculteurs familiaux et autres acteurs des systèmes alimentaires durables, à satisfaire de manière durable leurs besoins de base.

Au Bénin, le programme est mis en œuvre dans les communes de Boukombé, Cobly, et Natitingou dans le département d'Atacora, au Nord-Ouest du pays.

À la fin de la troisième année de mise en œuvre, le consortium a souhaité effectuer une évaluation participative pour apprécier les acquis du programme, apporter d'éventuels ajustements pour les années restantes et nourrir la réflexion du consortium sur la formulation des projets futurs.

L'évaluation s'est focalisée sur l'analyse des dynamiques post-productives et des pratiques commerciales durables soutenues par le programme, en mettant l'accent sur les effets transformateurs en matière de genre dans un contexte de promotion des chaînes alimentaires locales et saines.

Le cabinet Calipso Ida a été retenu pour cette évaluation et une équipe composée de deux consultants seniors : Nico Bakker (Chef de Mission) et Josias Toviho (Consultant senior) a mené cette évaluation ensemble avec les équipes des partenaires sur le terrain. La mission terrain s'est déroulée entre le 5 et le 20 novembre 2024.

Le rapport de l'évaluation est structuré selon la structure proposée dans les termes de référence (TdR). Cependant, un chapitre qui analyse les changements induits par le programme selon les bénéficiaires et une analyse des résultats a été ajouté.

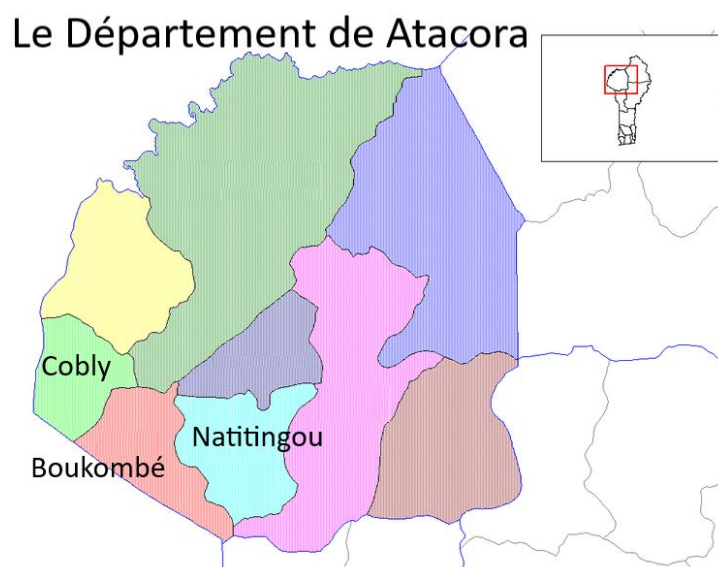


Figure 1 : Zone d'intervention du programme Feed Good Bénin

2 Rappel du contexte et de la logique d'intervention

Le programme Feed Good Bénin est construit sur la base des acquis et expériences de programmes antérieurs de Îles de Paix et de ses partenaires, notamment les programmes TIDISAATI, AMSANA et PARSA¹. Ces programmes ont été mis en œuvre dans les Communes de Boukombé, Cobly, Tanguiéta et Matéri. Une analyse de ses programmes montre une évolution d'une approche filière agricole vers une amélioration de la production par une approche agroécologique intégrée. Par contre, le programme Feed Good utilise une approche systématique incluant les dynamiques post-productives et des pratiques commerciales durables pour la construction des systèmes alimentaires durables. Si dans les programmes antérieurs l'intervention était orientée sur la production et dans une moindre mesure sur la commercialisation (vente groupée par ex.), le programme Feed Good Benin est plus ambitieux et vise à transformer toute la filière alimentaire locale, des producteurs aux consommateurs, de la fourche à la fourchette.

Dans le cadre du programme Feed Good, l'expertise d'Autre Terre, ainsi que celle de deux partenaires locaux, Tikonna et CERD, vient compléter l'expertise d'IdP et de ses partenaires. En plus des communes prioritaires de Cobly et de Boukombé, la commune de Natitingou a été ajoutée au programme en tant que commune stratégique, en raison de son rôle en tant que chef-lieu et centre commercial du département de l'Atacora. Cette inclusion vise à renforcer l'impact du programme dans cette région clé.

Le Département de l'Atacora où les trois Communes du programme sont situées est le Département du Bénin le plus touché par la pauvreté non monétaire (72 %, le taux national s'élevant à 50%). Environ 90% de la population est agricole. Avec la variabilité entre les saisons et d'une année à l'autre, en moyenne 43% de la population de Boukombé, 35% de celle de Cobly et 26% de Natitingou se trouvent dans une situation d'insécurité alimentaire, contre une moyenne de 10% sur le plan national. En effet, la majeure partie du budget familial est généralement consacrée aux dépenses alimentaires, ce qui limite la capacité de couvrir d'autres besoins tels que les frais de santé, de scolarité, etc. Environ 40% des ménages dans la zone d'intervention ont une consommation alimentaire insuffisante en termes de fréquence et de diversité, en particulier les ménages dirigés par les femmes et/ou avec des chefs de famille sans instruction/éducation formelle.

Les sols sont limités en profondeur par des formations de gravier et de latérite et souffrent d'encroûtement et de compactage. À quelques exceptions, les sols ont une faible fertilité intrinsèque. La végétation naturelle est une savane ouverte.

Le programme vise à améliorer les conditions de vie des paysans et autres acteurs de l'économie sociale et solidaire, avec une attention particulière aux jeunes et femmes à travers la construction de systèmes alimentaires durables et résilients et un environnement sain, par les paysans et autres acteurs de l'économie sociale et solidaire, avec les citoyens au nord et au sud.

La transition agroécologique est l'une des approches les plus prometteuses pour la transformation vers des systèmes alimentaires durables préconisée par le Collectif Stratégies Alimentaires (CSA, rapport HLPE 2020). En effet, les principes agroécologiques mettent l'accent sur le droit à l'alimentation et la participation active des groupes vulnérables et des femmes dans les stratégies alimentaires. Ils

¹ TIDISAATI, de 2020 à 2022 avec ERAD et JAB dans les Communes de Cobly, Matéri et Boukombé), AMSANA, de 2015– 2020 avec JAB et BUPDOS dans les Communes de Boukombé, Cobly, Matéri et Tanguiéta et PARSA de 2014 – 2020 avec JAB et BUPDOS dans les Communes de Cobly, Matéri et Boukombé.

promouvent des pratiques régénératives et insistent sur la diversité et la résilience dans l'ensemble du système alimentaire (source Dossier Technique et Financier (DTF) Feed Good Bénin).

Le programme Feed Good Bénin intervient à trois niveaux :

- 1) au niveau de la production, transformation et commercialisation pour la faciliter une transition agroécologique,
- 2) au niveau des dynamiques sociales et,
- 3) au niveau institutionnel pour contribuer à un cadre et aux politiques favorables à une transition vers de systèmes alimentaires durables².

Trois facteurs contextuels jouent sur la mise en œuvre du programme. Le premier facteur est le *changement climatique* avec des implications importantes sur l'agriculture et la gestion de ressources naturelles^{3,4}, le deuxième facteur est celui d'une flambée de prix⁵ ce qui a des implications au niveau des consommateurs, mais a également au niveau des prix des intrants minéraux (ce qui en fait présente des opportunités pour une transition agroécologique) et le troisième facteur est celui de la situation sécuritaire et de l'instabilité régionale⁶, qui a des influences sur les relations commerciales et le libre mouvement des personnes et produits⁷.

Les facteurs identifiés montrent d'une part, l'exposition des producteurs et des consommateurs aux risques de chocs externes et, d'autre part, créent un cadre qui permet la réévaluation des systèmes alimentaires actuels tant au niveau des producteurs, comme au niveau des consommateurs et de la politique locale et nationale.

² En effet, le programme promeut les trois éléments de la durabilité : durabilité écologique, sociale et économique.

³ D'une part, on peut constater une diminution lente et à long terme des précipitations, et d'autre part, des excès de pluie (avec des risques inhérents d'érosion) et de sécheresse plus fréquente. On peut également constater une augmentation graduelle des températures, ce qui contribue à une décomposition plus rapide de matière organique.

⁴ Les producteurs affirment une diminution de la pluviométrie, mais une partie peut aussi être expliquée par l'intensification de l'agriculture (notamment la production de coton) qui entraîne une perte de matière organique du sol et une diminution de la capacité de rétention d'eau, ce qui a des effets similaires à ceux d'un climat plus sec sur les rendements agricoles (Saïdou *et al.*, 2004).

⁵ Causé entre autres par la guerre entre l'Ukraine et la Russie et des effets globaux post-COVID.

⁶ Notamment les extrémistes installés dans les zones frontalières du Burkina Faso, le Bénin et le Togo.

⁷ Étant une zone frontalière, Atacora a toujours connu beaucoup de mouvement des personnes et marchandise entre la région et Togo (jusqu'à nos jours des agriculteurs ont des champs au Togo), Burkina Faso par exemple et les camions venant du Sud du pays, qui achetaient de la production locale pour le revendre au Burkina Faso, et des commerçants du Nigeria, ce qu'est drastiquement réduit.

3 Rappel des objectifs et des questions de l'évaluation

Cette évaluation à mi-parcours avait trois objectifs :

- Evaluer les acquis du programme à mi-parcours de sa mise en œuvre,
- Apporter des ajustements éventuels pour les années restantes du programme, et
- Nourrir la réflexion du consortium sur la conception des projets futurs.

A part ces objectifs généraux, le commanditaire a aussi formulé deux demandes en ce qui concerne l'approche et le focus :

- Les objectifs de l'évaluation doivent être atteints grâce à une approche participative.
- La mission doit avoir un focus sur les aspects de la conservation, de la transformation et de la commercialisation.

De plus, dans les TdR, le commanditaire a formulé une série de questions spécifiques à laquelle l'évaluation va répondre lors de la mission. Ces questions sont organisées selon les critères d'évaluation du CAD de l'OCDE⁸ :

I. Pertinence

- Est-ce que le programme Feed Good, et en particulier l'appui à la composante post-production dans une vision de transition agroécologique du système alimentaire, reste pertinent compte tenu des évolutions du contexte du pays et de la région ?
- Dans quelle mesure les actions dans le volet de la post-production du programme ont-elles répondu aux attentes et aux priorités des familles paysannes et des groupements de transformateurs et transformatrices bénéficiaires ?
- Les approches développées par les partenaires dans la promotion de la post-production en faveur des familles de producteurs et leurs organisations (OP, GF) sont-elles pertinentes et adaptées pour atteindre les changements (résultats) recherchés ?
- En quoi l'appui apporté aux initiatives locales de transformation et de commercialisation est-il pertinent pour promouvoir un environnement favorable à l'émergence et la consolidation d'un système alimentaire durable, locale et saine dans les trois communes d'intervention du programme ?
- Est-ce que les partenaires inscrivent les activités d'appui à la post-production dans des dynamiques de gouvernance territoriale et plus spécifiquement dans des dynamiques de gouvernance alimentaire territoriale (espaces de concertation, dialogue multi-acteurs...) ?
- Si oui, quelle est l'implication des acteurs cibles dans les espaces ou dynamiques locales liés aux SAD ? Quel niveau de participation, quels outils de diagnostic utilisés et quelle porte d'entrée privilégiée pour aborder la thématique (environnement, production locale, sensibilisation grand public, développement de marchés locaux, etc.) ? De quel niveau territorial parle-t-on ?
- Si non, comment les partenaires SIA et les ONG SIA font-ils le lien entre la thématique et l'approche SAD (TOC) ?

⁸ La pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité. Il y a un sixième critère (cohérence, qui n'est pas cité dans les TdR).

Efficacité - Efficience

- Les objectifs et les résultats du programme seront-ils atteints ? Expliquer les facteurs internes et externes favorables et d'éventuels écarts observés. De quelles manières ces éléments auraient-ils pu être anticipés et gérés ?
- Les ressources du programme ont-elles été utilisées de manière optimale pour atteindre les résultats ? Quels scénarii alternatifs à moindre coût auraient pu être envisagés tout en garantissant les mêmes résultats ?
- Les synergies développées entre partenaires de mise en œuvre (JAB, ERAD, Tikonna, CERD), entre partenaires SIA (IdP et AT) et entre les deux types de partenaires, comment contribuent-elles à atteindre les résultats ?

Plus spécifiquement, les aspects suivants pourront faire l'objet d'une analyse :

- Performance économique :
 - Les actions de post-production promues par le programme (transformation, stockage et commercialisation, sensibilisations) ont-elles permis d'améliorer les performances économiques (revenus) des bénéficiaires ?
 - Les actions visant le renforcement des capacités des groupements de femmes transformatrices et des OP accompagnés (recherche de débouchés, qualité des produits, packaging, etc.) ont-elles permis d'accroître la plus-value réalisée sur le produit ?
 - Comment est-ce que l'appui du programme à des groupes (organisations paysannes, groupements féminins) et aux individus dans le domaine de la transformation, du stockage et de la commercialisation influence le niveau d'atteinte des résultats du programme ?
- Performance environnementale :
 - Dans quelle mesure les actions de post-production développées par le programme ont-elles contribué à la réduction de l'impact environnemental de transformation agricole ?
- Performance sociale :
 - Les actions du programme ont-elles permis d'améliorer l'estime de soi et les liens sociaux dans les communautés appuyées et les rapports de genre transformateur ?
 - La sécurité alimentaire et nutritionnelle des familles paysannes concernées par le programme, a-t-elle été renforcée par les pratiques de stockage et transformation promues par le programme ?

II. Impact

- Quels sont les changements majeurs positifs ou négatifs induits par le volet post-production du programme à mi-parcours, directs ou indirects, à court ou moyen terme – et observés par les parties prenantes du programme ?
- Comment les approches d'accompagnement du volet post-production ont-elles permis de renforcer l'autonomie des producteurs et de leurs réseaux et organisations, tant en matière de gestion des ressources naturelles et de mise en œuvre des techniques agroécologiques qu'en termes de capacité à générer des revenus ?

III. Durabilité

- Les approches de post-production, y compris celles de diffusion de ces approches de post-production, sont-elles porteuses de durabilité ? Quels sont les ajustements qui peuvent être faits pour accroître l'effet recherché de durabilité ?

- Quelle analyse fait-on du niveau d'appropriation et d'engagement pour la gestion des réalisations du programme par les groupes-cibles ?
- Quels sont les facteurs importants capables d'influer sur la pérennisation des résultats du programme ?
- Les actions de sensibilisation des consommateurs et autorités locales pour une alimentation locale et saine permettent-elles de soutenir et/ou pérenniser les activités de post-production, de transformation et de commercialisation des bénéficiaires ?

IV. Thématique transversale Genre :

- Le programme, a-t-il contribué à l'amélioration de l'égalité entre hommes et femmes, et à la cohésion et l'inclusion des jeunes au sein des ménages accompagnés ?

4 Note Méthodologique

4.1 Aperçu de la mission

La mission sur le terrain s'était déroulée du 5 au 20 novembre 2024 (Annexe 2, voir l'itinéraire).

Outre la documentation pertinente du programme et documents de références (voir les références à la fin du rapport), les principales sources d'information de cette évaluation étaient des acteurs externes et équipes de mise en œuvre du programme (les 4 partenaires locaux et l'équipe d'IdP), des membres du bureau exécutif de RACOLOS et d'OSCLOS, des représentants des Communes, des bénéficiaires et des membres des communautés qui n'ont pas directement bénéficié des interventions du programme.

Les communautés visitées ont été sélectionnées sur la base de plusieurs critères pour avoir un échantillon le plus représentatif que possible et en même temps couvrir les différentes activités et partenaires du programme :

- La Commune (8 des 25 villages dans la Commune de Boukoumbé, 4 des 10 villages de la Commune de Cobly et 2 des 5 villages de la Commune de Natitingou.
- Les types d'activités menées dans la Commune
- Le(s) partenaire(s) actif(s) dans le village.

Pendant 4 jours sur le terrain, deux équipes (une équipe sous l'orientation du chef de la mission et l'autre sous l'orientation du consultant sénior) ont rencontré plus de 480 personnes (309 femmes et 171 hommes) dans 14 villages, ainsi que les autorités communales des trois communes.



Photo 1: Membres des équipes d'évaluation

Le tableau ci-dessous présente un aperçu de la répartition par type d'activité. De l'analyse du tableau, on note que beaucoup des personnes bénéficient/participent à plusieurs activités.

Tableau 1 : Proportionnalité des différents types de bénéficiaires dans les rencontres d'évaluation ⁹

Type bénéficiaire	Hommes		Femmes		Total	
	Renc.	% total	Renc.	% total.	Renc.	% total.
Bénéficiaires rencontrés	145		255		400	
PIP / Gestion concertée	40	28%	37	15%	77	19%
Maraîchage	14	10%	53	21%	67	17%
Grenier Traditionnel Amélioré (GTA)	22	15%	24	9%	46	12%
Agroforesterie	41	28%	43	17%	84	21%
Production Fonio	50	34%	57	22%	107	27%
Stockage et commercialisation (de maïs)	24	17%	37	15%	61	15%
Foyer amélioré	15	10%	36	14%	51	13%
Membres groupes de transformation (arachide, soja, Fonio etc.)	0	0	120	47%	120	30%
Foire promotion produits locaux	0	0	1	0%	1	0%
Groupes d'unité de production d'engrais liquide	12	8%	32	13%	44	11%
Groupes d'épargne et crédit interne (AVEC)	0%	0%	60	24%	60	15%
Production agricole	57	39%	61	24%	118	30%
Fabrication composte	16	11%	12	5%	28	7%
AGR	0	0%	12	5%	12	3%
Production biopesticide	3	2%	9	4%	12	3%

Source : Données de terrain

Pour mieux comprendre ces chiffres, il convient de préciser qu'en 2023, IDP, ERAD et JAB ont touché un total de 5920 agriculteurs et agricultrices, parmi lesquels 349 étaient organisés en organisations professionnelles (OP) maraîchères, 540 en OP de maïs, et 485 étaient des transformatrices.

4.2 Options méthodologiques

Approche participative

Dans la perspective de l'évaluation comme un processus d'apprentissage, les consultants ont opté pour un rôle actif des partenaires dans l'évaluation. La participation des partenaires dans la mission a été assurée par plusieurs moyens :

- Au lieu des entretiens individualisés, un atelier (de deux jours) de réflexion sur les réussites et faiblesses du projet a été organisé avec la participation des équipes des partenaires locaux et membres de l'équipe d'IdP. (Voir Annexe 5).
- Un deuxième atelier a été organisé pour préparer les équipes d'ERAD, CERD, JAB et Tikonna à participer à la collecte des données auprès des bénéficiaires et partenaires au niveau communal. Pour l'occasion, deux équipes composées des Chargé de Programme (CP d'ERAD, CERD, JAB et

⁹Ces chiffres sont différents du nombre de personnes qui ont voté sur les changements. Souvent il y avait des bénéficiaires qui arrivaient plus tard. Dans ces cas on ne demandait plus dans quelles activités elles étaient impliquées pour ne pas perturber le déroulement de la rencontre.

Tikonna et deux animateurs par organisation ont participé à la collecte des données dans la zone d'intervention du programme. (Voir annexe 2 Itinéraire pour les membres des équipes).

Pour s'assurer de la cohérence méthodologique, le premier village dans la Commune de Boukoubé (Dipokor 1) a été visité par les deux équipes ensemble avec les deux consultants de Calipso. A la fin de la rencontre avec les bénéficiaires et partenaires, une rencontre d'évaluation de l'approche s'est tenue pour clarifier des questions et répondre aux préoccupations des membres des équipes.



Photo 2: Travail de groupe pendant l'atelier d'analyse

A la fin de la mission, un atelier d'analyse des données recueillies est organisé avec les équipes qui ont participé à la mission (voir Annexe 6 pour l'analyse des équipes)

Des rencontres communautaires

Les invitations pour les rencontres avec les bénéficiaires étaient adressées à tous les bénéficiaires du village. Cette approche présente des avantages mais aussi des inconvénients. D'une part, on est plus efficient et on évite de passer trop de temps avec des bénéficiaires surtout que la mission s'était déroulée à une période sensible de la campagne agricole, celle des récoltes. Elle évite également la confusion entre qui est invité et qui n'est pas invité. D'autre part, il arrive des fois que le nombre de participants soit assez élevé et il n'était pas toujours possible d'approfondir toutes les thématiques par un manque de temps (cas du village de Yimpisseri avec 69 participants dont 36 n'ayant pas bénéficié de l'intervention directe du projet). Après la partie plus générale qui se focalisait sur les changements et l'approche du projet, des questions spécifiques étaient également posées sur différents éléments du programme dont le PIP, les GTA, les foyers améliorés, les groupements féminins, etc.

Le focus sur les changements induits par le projet

Le programme Feed Good, comme la plupart des interventions sociales cible du changement et pour cette raison, l'approche méthodologique s'était focalisée sur le changement (ou l'absence de changement). À partir des changements, les équipes cherchaient à mieux comprendre ces changements et les explications liées à ces changements. Par conséquent, les actions du programme qui pourraient avoir contribué aux changements étaient documentées.

La méthodologie d'identification des changements a consisté à demander aux participants lors des

discussions de groupe (FGD), d'identifier et d'énumérer les changements observés qui pourraient être attribués à l'intervention du programme. Une fois la liste des changements élaborée, chaque participant était appelé à voter selon lui, au moyen de trois /semences/pierres/bouts de bois, les trois (3) plus importants changements¹⁰. La liste avait deux couleurs, les hommes votaient sur une couleur et les femmes sur l'autre, pour faciliter l'identification des différences d'appréciation entre les hommes et les femmes. En moyenne, plus de 19 changements ont été identifiés par les bénéficiaires par rencontre (minimum 10, maximum 30 changements).



Photo 3: Processus de votation sur les changements à Dipoko

4.3 Contraintes

Si la sélection des participants aux rencontres était aléatoire, l'échantillon (480 bénéficiaires sur plus de 57 338, environ (8% des bénéficiaires) pourrait être considéré comme représentatif pour l'ensemble du programme. En réalité, nous n'avons pas de contrôle direct sur l'identité des participants. Par exemple, dans le village de Yimpisseri, situé dans la commune de Cobly, le chef de village avait mobilisé l'ensemble de la population. De plus, dans ce même village, l'ONG VSF est également active, ce qui a créé une confusion parmi les participants, qui peinaient parfois à distinguer les activités du programme Feed Good de celles menées par VSF. En effet, on peut s'attendre à ce que les bénéficiaires les plus contents ou éventuellement les moins contents avec les interventions aient participé aux rencontres. Cela également se traduit par des votes de « Pas de changements »

Même si l'échantillon pourrait être considéré comme représentatif de l'ensemble des interventions, ce ne serait pas forcément le cas pour les bénéficiaires par activité. Par conséquent, les données et les conclusions doivent être interprétées en tenant compte de cet aspect.

Par contre, il a été possible de trianguler les données obtenues auprès des bénéficiaires et les membres du

¹⁰ Vu le nombre important de changements cités on a opté pour 3 votes par personne, pour ne pas « perdre » de changements importants.

consortium. En effet, les consultants ont pu croiser ces données avec celles des parties prenantes, des présentations de l'atelier d'analyse réalisée avec l'équipe du programme (Voir annexe 5) et autres données externes.

Le temps maximal d'une rencontre avec les bénéficiaires était de 3 heures¹¹. Comme le projet avait embrassé plusieurs aspects/activités, il n'était pas toujours possible de toucher profondément tous les différents aspects du projet sans contraindre certains participants à rester au-delà de 3 heures. Les échanges se concentraient sur les changements les plus importants et à partir de ces changements, les aspects et activités liés à ces changements en fonction de la présence des types de bénéficiaires présents.

Le temps ne permettait pas de visiter systématiquement des champs de bénéficiaires pour apprécier l'application effective des différentes pratiques dans les champs. Néanmoins, quelques visites de périmètres maraichers ont été effectuées.



Photo 4: Périmètre maraicher à Tagaye avec fosse de compost

¹¹ Les villageois ont des autres choses à faire et après 2 heures ils commencent à perdre l'intérêt dans la rencontre.

5 Les changements induits par le programme selon les bénéficiaires et les partenaires de mise en œuvre

Les changements induits par le projet peuvent être compris comme une série d'évolutions successives (voir tableaux ci-dessous). À l'étape de l'évaluation à mi-parcours, les impacts sont encore modérés, et les changements significatifs se manifestent principalement au niveau des effets immédiats et intermédiaires. Il est toutefois probable qu'au fil du temps, des changements plus notables interviennent au niveau de résultats et impacts. Les listes complètes des changements observés (ainsi que les votes des bénéficiaires) sont disponibles en annexe 4).

Les changements selon les bénéficiaires

Tant l'amélioration de la santé (meilleure santé) que la scolarisation/prise en charge des enfants ont été identifiées comme des changements importants ; ce qui est probablement lié à plusieurs effets intermédiaires et directs. En ce qui concerne la santé, ces effets se manifestent par : une meilleure alimentation¹², une amélioration de stockage (disponibilité), une plus grande disponibilité et diversité de légumes, ainsi qu'une réduction de l'utilisation des pesticides.

Il apparaît que l'introduction des groupes d'épargne et crédit a joué un rôle extrêmement important dans les villages où les bénéficiaires ont accès au crédit¹³. Cette activité améliore la disponibilité de liquidités au sein des communautés et permet, notamment chez les femmes, d'initier de nouvelles Activités Génératrices de Revenus (AGR) en consacrant l'épargne à des investissements. Les AGR, facilitent ainsi la contribution des femmes aux charges du ménage et leur capacité à financer les frais de santé et les frais de la scolarité des enfants.

Les effets associés aux groupes d'épargne et crédit se traduisent par des changements tels que « l'initiation et la diversification des AGR » et la « contribution des femmes aux charges¹⁴ du ménage ». Il est raisonnable de supposer que ces changements ont également conduit à une plus grande considération des femmes, à une amélioration de leurs revenus, à une meilleure autonomie financière et à la possibilité d'acheter des biens.

Une autre série de changements significatifs est la planification ou « gestion concertée » associée aux Greniers Traditionnels Améliorés (GTA) sur le stockage, les bénéficiaires constatent une réduction des pertes post-récolte et une diminution du travail des femmes. Cette gestion, ainsi que la disponibilité du

¹² Une alimentation améliorée est étroitement liée à la disponibilité et à la diversité des légumes frais. « Avant, nous ne mangions que du gombo sec », est l'une des observations faites concernant l'alimentation. Cependant, d'autres éléments sont également à souligner, tels que la valorisation des fruits et l'exploration de sources de protéines au-delà de la viande. Par exemple, on note une augmentation de la quantité et de la consommation de fromage de soja, ainsi qu'une substitution de la viande, qui a été mentionnée par plusieurs personnes.

¹³ Concernant les femmes, on observe un écart entre les pourcentages de votes et la moyenne des pourcentages par village (pourcentage pondéré), ce qui met en évidence l'effet spécifique de la création des groupes AVEC pour les femmes. Un phénomène similaire peut être observé pour le changement lié au « démarrage de nouvelles AGR ». En effet, il existe une forte corrélation entre les votes en faveur de l'accès au crédit et le lancement de nouvelles AGR.

¹⁴ Dans ce contexte il faut comprendre « charge du ménage », comme frais en argent, par exemple les coûts de scolarisation, les frais de santé etc.).

stockage, semblent aussi contribuer à une réduction des conflits au sein des ménages. D'autres effets secondaires incluent l'amélioration de l'alimentation du bétail, avec la séparation des récoltes selon la qualité du grain (semence, stockage et fourrage pour les animaux). Par ailleurs, le stockage amélioré se révèle être aussi un outil efficace contre le bradage des produits.



Photo 5: Grenier Traditionnel Amélioré avec une vanne des deux côtés et un couvercle amovible. La vanne facilite l'accès au stock et réduit la nécessité d'ouvrir le grenier, ce qui diminue le risque de contamination du stock.

L'augmentation de la production de fonio ne figure pas parmi les changements directement attribués au programme par les bénéficiaires. Cependant, il semble évident qu'il y a eu une telle augmentation. Trois éléments, directement liés aux activités de TIKONNA, contribuent à cette croissance : tout d'abord, le crédit fourni par TIKONNA, ensuite l'accès aux semences paysannes, et enfin, TIKONNA facilite également l'écoulement de ce produit. Actuellement, avec la demande du fonio qui dépasse largement l'offre, l'intérêt pour cette culture a augmenté et les marges sont plus intéressantes. La culture de fonio réduit aussi la demande d'engrais chimiques, car elle est généralement produite sans intrants externes sur des sols pauvres.

Deux facteurs contribuent à la réduction des feux de brousse. D'une part, il y a la protection des arbres dans le cadre de l'agroforesterie, et d'autre part, il y a eu un changement de perception vis-à-vis de la matière organique. En effet, ce qui était auparavant brûlé (et pourrait provoquer des feux de brousse) est désormais utilisé pour le compostage.

Les changements selon les partenaires de mise en œuvre

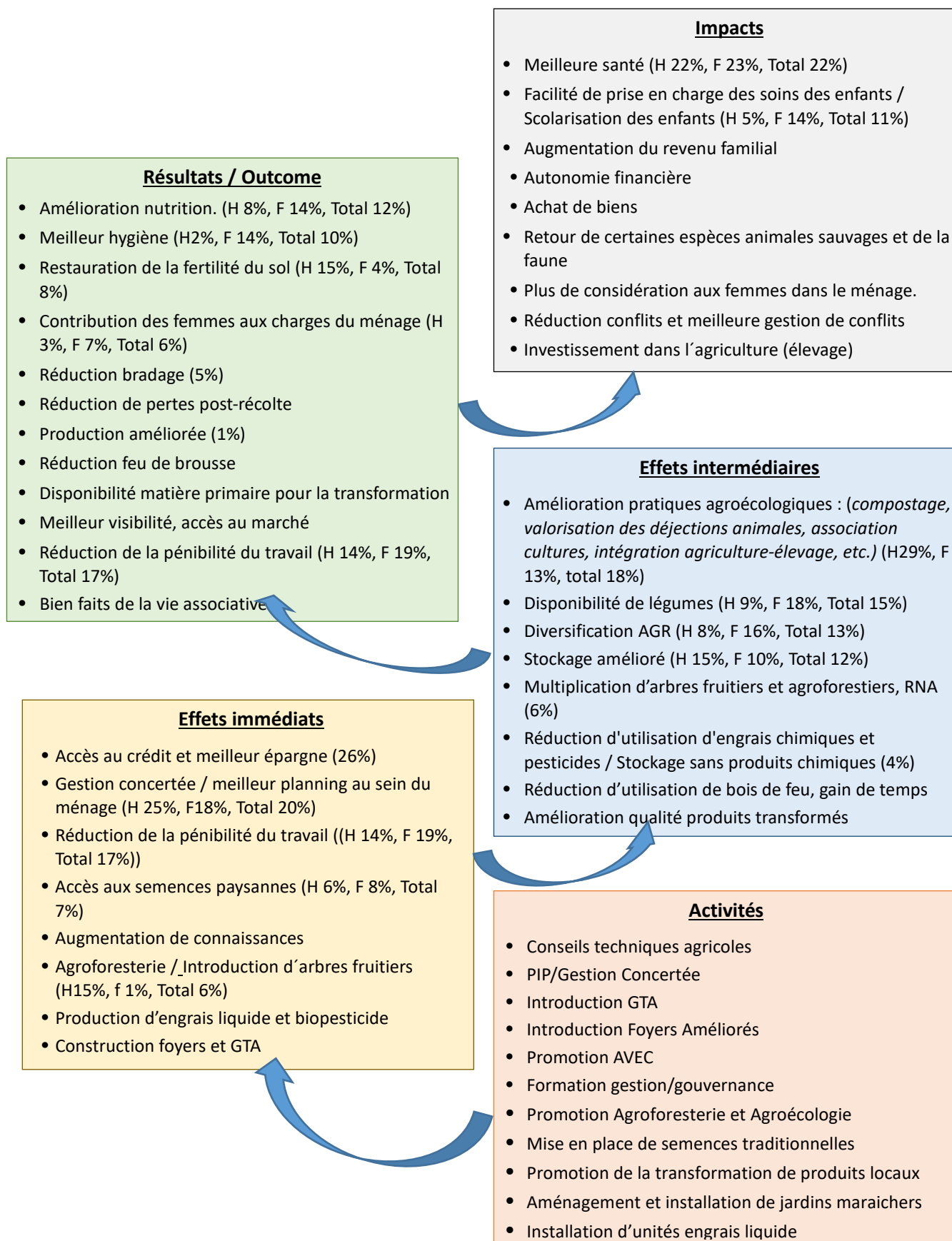
On observe de nombreuses similarités entre les changements identifiés par les bénéficiaires et ceux perçus par les partenaires, notamment en ce qui concerne les pratiques agroécologiques, les réalisations (GTA, FA) et leurs effets.

Cependant, certains changements sont spécifiques aux partenaires, notamment en ce qui concerne les relations avec les autorités, quelques effets d'essaimage et des effets supra-locaux, tel que la structuration du marché. Deux explications possibles à cette divergence sont : soit la population n'a pas encore perçu de changements concrets au niveau des autorités et des politiques, soit elle identifie des changements, mais ne les associe pas directement au programme.

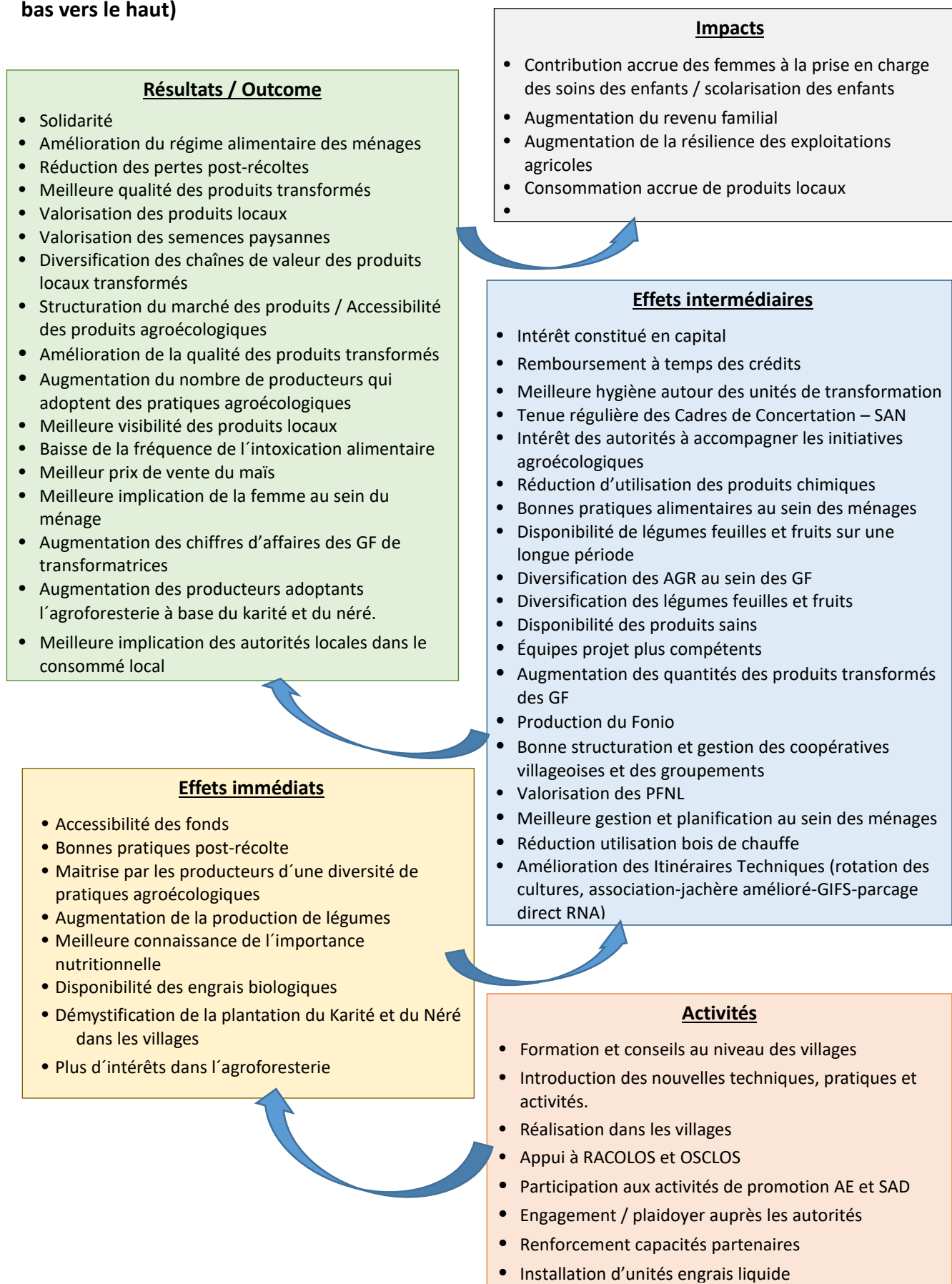
Globalement, les changements observés se situent principalement au niveau de la production et de la transition agroécologique, incluant des effets économiques et environnementaux. Les effets sociaux, à l'exception de l'implication majeure et une contribution significative des femmes au sein du ménage et au niveau organisationnel, semblent moins importants.

Il est important de noter que les changements identifiés se situent surtout à un niveau individuel et au sein du ménage. Des changements tels que « l'entraide » « plus de solidarité », « action communautaire » et « égalité de position des femmes dans la communauté », entre autres, ne sont presque pas mentionnés et très rarement votés comme étant des changements significatifs.

Les changements induits par le projet selon les bénéficiaires directs (lecture du bas vers le haut)



Les changements induits par le projet selon les animateurs et chargés du programme (lecture du bas vers le haut)



6 Les résultats du programme

Le programme a développé des indices de progression pour les différents résultats attendus. Pour chaque indice, chaque organisation est pondérée à hauteur de 25%¹⁵. De son côté, chaque organisation utilise plusieurs indicateurs, chacun ayant une pondération, afin d'obtenir une valeur globale par organisation de la mesure de progrès. Dans ce qui suit, les indicateurs utilisés seront analysés et croisés avec les autres informations disponibles.

Les actions du programme se concentrent sur quatre des six changements initialement envisagés, à savoir les DC1, DC2, DC4 et DC5. Cette adaptation résulte de la réduction budgétaire imposée par la DGD. Cependant, étant donné que l'approche intégrée dans laquelle certaines actions ont également un impact sur les DC3 et DC6, et en tenant compte des effets de synergie des autres ACNG, le consortium a décidé de continuer à renseigner les DC3 et DC6.

DC1. Les paysans et autres acteurs de l'ESS sont engagés dans une transition vers des modes de production agroécologiques et de gestion durable de l'environnement.

Indicateurs par rapport à la transition vers de mode de production agroécologique et de gestion durable.		
MdP 55%		
Partenaire	Indicateur	% Valeur 2026*
TIKONNA	Nombre de producteurs/trices ayant adopté au moins 3 pratiques agro écologiques	42%
	Nombre d'initiatives des OP diffusant les pratiques agroécologiques au profit de leurs membres	30%
ERAD	Proportion de familles ayant amélioré le niveau d'intégration de leur exploitation	86%
	Durée moyenne de pratique de maraichage pendant toute l'année	75%
	Proportion des OP ayant amélioré leur score de performance	65%
JAB	Proportion de familles ayant amélioré le niveau d'intégration de leur exploitation	85%
	Durée moyenne de pratique de maraichage pendant toute l'année	90%
	Proportion des OP ayant amélioré leur score de performance	70%
CERD	Nombre de producteurs pratiquant au moins 2 techniques agro écologiques au sein des exploitations agricoles familiales	25%
	Rendement par hectare des spéculations vivrières	17%
	Nombre de pratiques agroécologiques promues par les OP	17%
	Superficies reboisées d'arbres utilitaires (Karité et Néré) pour la restauration du couvert végétal	50%

*A la fin de l'An 2. Le suivi annuel pour l'An 3 a été prévu pour décembre 2024, après la mission d'évaluation. Source : rapports de suivi Feed Good Bénin

Selon les consultants, les indicateurs actuels ne sont pas idéaux pour suivre la transition vers un mode de production agroécologique. En effet, les principes agroécologiques ont un impact majeur sur le sol, ce qui nécessite des indicateurs mieux adaptés à cette réalité. Ainsi, des indicateurs tels que : l'amélioration du contenu en matière organique sont des critères simples et applicables à tous les partenaires. Parmi les

¹⁵ Donc, indépendamment du niveau d'investissement de chaque organisation.

autres indicateurs pertinents, on pourrait envisager l'évolution de l'utilisation des engrais minéraux et des pesticides chimiques, ou encore un indice de la diversité des cultures sur les champs.

Les rencontres avec les bénéficiaires confirment les résultats des indicateurs¹⁶, montrant qu'il y a effectivement une transition vers des systèmes de production intégrant des principes agroécologiques. La mission a observé que les hommes et les femmes maîtrisent, appliquent et valorisent les pratiques agroécologiques et agroforestières. Cependant, des différences importantes existent entre les hommes et les femmes concernant l'application de ces pratiques (voir le tableau en section DC6 Les femmes participent davantage aux différents niveaux de gestion de l'environnement et des SAD, Chapitre 6 Résultats).

En effet, les bénéficiaires ont mentionné de nombreux changements qui suggèrent un taux d'adoption positif.

- *Intégration des animaux dans le système productif* : parage direct des animaux, mise en enclos, valorisation des déjections animales, utilisation des résidus de récolte pour l'alimentation des animaux, et, en conséquence, réduction du vol de bétail (lié à une meilleure disponibilité des résidus végétaux pour le fourrage).
- *Réduction de l'utilisation des engrais chimiques et des pesticides* : cette réduction s'accompagne d'une diminution de la superficie cultivée en coton¹⁷, de la production d'engrais liquides et de biopesticides, ainsi que du compostage. Réduction des brûlis de résidus post-récolte¹⁸.
- *Intégration des arbres dans les systèmes de production* : réduction des feux de brousse grâce à la présence d'espèces fruitières, disponibilité de bois de chauffe issu de l'élagage des arbres.
- *Diversification des systèmes de production* : par exemple, la production maraîchère et la récupération de cultures traditionnelles.
- *Restauration de la fertilité des sols* et réduction de l'infestation par le striga.
- Retour de certains animaux sauvages.

La diffusion des pratiques repose principalement sur les familles, indépendamment de leur affiliation aux Organisations de Producteurs (OP). Par exemple, dans le cadre du PIP, chaque famille soutient activement au moins trois autres familles. La mission a pu observer les effets de l'essaimage de cette approche, où des pratiques agroécologiques sont adoptées par des producteurs qui ne sont pas des bénéficiaires directs. Les autorités communales reconnaissent également les effets positifs de ces modes de production, tout comme les inspections de l'OSCLOS, qui témoignent de l'adhésion aux principes agroécologiques (notamment l'absence d'application de produits chimiques dans la production).

¹⁶ L'indice global montre les indicateurs à 55% des cibles finales. Normalement au début, le changement est plus lent et les années suivantes montreront des changements plus importants

¹⁷ En effet les paysans ont expliqué qu'ils s'intéressent au cotonnier pour avoir l'accès facile aux intrants (chimiques). Cela suppose qu'une fois que les paysans disposent d'alternatifs comme le compost, les déjetés des animaux et l'engrais liquide, l'intérêt dans la culture de coton diminue.

¹⁸ La cendre est souvent utilisée comme fertilisant. Le fait que les paysans brûlent moins de résidus suggère d'une part qu'ils l'utilisent comme fourrage et de l'autre qu'ils disposent d'une alternative pour la fertilisation des sols.

Si le système fonctionne bien dans le cadre du programme, il n'est pas certain que l'approche se poursuive après la fin du programme. Les indicateurs, tant de TIKONNA que de CERD, semblent montrer une diffusion assez faible des pratiques promues par les Organisations de Producteurs (OP) (30% et 17%). Il reste donc à voir si les structures des OP seront en mesure de soutenir la diffusion, le suivi et le conseil aux producteurs une fois que les partenaires n'interviendront plus.

Les contraintes identifiées concernant la production agroécologique sont liées à la disponibilité de matière organique, au transport de celle-ci, à la main-d'œuvre nécessaire, ainsi qu'à la disponibilité de l'eau et à la capacité de production d'engrais liquides.

Il est intéressant de noter que les bénéficiaires mentionnent l'intégration croissante de l'élevage dans leurs systèmes de production. Dans ce contexte, la coordination avec le programme de VSF au Bénin semble particulièrement pertinente pour créer des synergies.

DC2. Les paysans et autres acteurs de l'ESS ont mis en place et/ou consolidé des systèmes de collecte, de stockage, de transformation et de commercialisation équitables et durables.

Indicateurs de la mise en place/consolidation des systèmes de collecte, de stockage de transformation et commercialisation équitables		
MdP : 38 %		
Partenaire	Indicateur	% Valeur 2026*
TIKONNA	Nombre de femmes qui ont remboursé leur crédit de collecte à l'échéance	204%
	Quantités de Fonio transformées dans les unités de transformation de Tikonna	53%
	Nombre de contrats de commercialisation	0%
ERAD	Taux de perte pendant le stockage	83%
	Bénéfice moyen annuel des GVF accompagnés	38%
	Ecart entre les prix de vente des produits locaux de qualité dans les espaces organisés par le projet et les prix de référence sur le marché	0%
	Nombre d'OP intégrées dans les circuits-courts de vente des produits locaux et sains	60%
JAB	Taux de perte pendant le stockage.	51%
	Bénéfice moyen annuel des GVF accompagnés	55%
	Ecart entre les prix de vente des produits locaux de qualité dans les espaces organisés par le projet et les prix de référence sur le marché	0%
	Nombre d'OP intégrées dans les circuits-courts de vente des produits locaux et sains	0%
CERD	Nombre de producteurs pratiquant les bonnes pratiques de récolte	25%
	Nombre de producteurs (chef de ménage) définissant avec leur famille la finalité des productions	25%
	Volume des produits vendus à travers des OP	33%
	Quantité des produits transformés par les OP	38%
	Fonctionnalité des organes de gestion des OP	10%
	Initiatives (innovations) prises par les OP	0%

* A la fin de l'An 2. Le suivi annuel pour l'An 3 a été prévu pour décembre 2024, après la mission d'évaluation.

Le niveau global des indicateurs du résultat est de 38 %, mais il existe des variations importantes entre les différents composants de l'indice. On peut considérer deux faits qui expliquent la différence entre le progrès des indices de résultats 1 et 2. Tout d'abord, on peut considérer que le travail sur la transition agroécologique au niveau de la production agricole constitue une continuité des programmes antérieurs. Ensuite, la deuxième explication réside dans la différence d'investissement monétaire entre les DC1 et DC2.

Les rencontres avec les bénéficiaires confirment une augmentation des volumes commercialisés à travers les Organisations de Producteurs (OP), ainsi qu'un nombre croissant de membres dans ces organisations¹⁹.

Les bénéficiaires signalent une réduction des pertes post-récolte²⁰ ainsi qu'une diminution de l'utilisation de produits chimiques²¹, ce qui témoigne d'une amélioration des pratiques de conservation. Cependant,

¹⁹ Le programme ne suit pas ces données, ce qui empêche de trianguler les témoignages des bénéficiaires.

²⁰ Ce point a été mentionné lors de 5 rencontres et a été soutenu par 12 % des participants (11 % de femmes et 15 % d'hommes). La différence entre hommes et femmes peut s'expliquer par le fait que ce sont généralement les hommes qui construisent les GTA et qui, traditionnellement, sont responsables de la gestion des stocks

²¹ Cette réduction est liée à la fois au stockage et à la production. Ce changement a été mentionné lors de 7 rencontres et a été jugé comme un changement important par 4 % des participants au vote

cette amélioration ne peut être attribuée uniquement aux GTA. La présélection des grains destinés au stockage et le traitement amélioré avant le stockage (par exemple, le séchage) y contribuent également. Les GTA sont bien appréciés par les bénéficiaires, tant pour leur rôle dans la disponibilité des produits de récolte que pour la qualité du stockage²². Un autre aspect souvent mentionné est une meilleure planification, notamment la gestion concertée, ce qui contribue à une gestion améliorée des stocks²³ et contribue à réduire les tensions au sein des ménages²⁴

Les participants aux rencontres avec les groupes de formatrices mentionnent également une amélioration de la qualité de leurs produits, souvent en lien avec des questions d'hygiène²⁵. Cette amélioration facilite la vente et valorise la production locale. Une femme de Kounoutchangou (Natitingou) a témoigné qu'auparavant elle était toujours la dernière à vendre ses produits sur le marché, mais qu'aujourd'hui, elle parvient à vendre beaucoup plus facilement. Le démarrage et la diversification des Activités Génératrices de Revenus (AGR) sont également fréquemment²⁶ mentionnés, souvent en lien avec la transformation et le petit commerce. Dans ce contexte, il est difficile de surestimer l'importance du financement, tant pour la création de fonds de roulement (par le biais de petits crédits) que pour les investissements²⁷ (grâce à la redistribution des montants épargnés en fin du cycle d'un groupe AVEC).

L'organisation Tikonna intervient dans le secteur financier rural, d'une part à travers le préfinancement pour l'achat de Fonio, et d'autre part à travers la promotion des groupes d'épargne et de crédit interne (Groupes AVEC). Le rôle de Tikonna dans la commercialisation du Fonio est essentiel, car l'organisation ne se contente pas de préfinancer la culture, mais elle assure également l'écoulement des produits.

Cependant, l'absence d'infrastructures adéquates (approuvées par les autorités) pour garantir la qualité des produits transformés maintient la dépendance des producteurs vis-à-vis des commerçants et des transformateurs externes.

Les entreprises rencontrées (Angels' Floor et Prosains Bénin, membres de RACOLOS) montrent des évolutions positives concernant la transformation des produits locaux^{28,29} (cette évolution des entreprises est, de façon générale, confirmée par le consultant d'APEFE), ce qui met en évidence le potentiel du marché.

²² Le projet soutient en fournissant des vannes, mais la construction des GTA est financée et/ou réalisée par les bénéficiaires. À la fin de l'année 2023, plus de 74 greniers ont été construits dans 25 villages

²³ Mentionné lors de 10 rencontres. 20% participants (18% de femmes et 25% d'hommes) ont voté en faveur de la gestion concertée comme changement important. Il convient de noter ici l'écart entre les hommes et les femmes

²⁴ Mentionné dans 6 rencontres avec 5% des votes (8% de femmes et 4% des hommes).

²⁵ L'amélioration de l'hygiène a été mentionnée lors de 5 rencontres, et 10 % des participants (12 % de femmes et 2 % d'hommes) considèrent cela comme un changement important

²⁶ Ce point a été mentionné lors de 9 rencontres et a été considéré comme un changement important par 13 % des personnes rencontrées, surtout par les femmes (16 % contre 8 % pour les hommes).

²⁷ L'accès au crédit a été mentionné lors de 6 rencontres (principalement dans les communautés où TIKONNA intervient) et jugé important par 18% des participants, avec un écart entre hommes (14%) et femmes (23%).

²⁸ Selon des différentes sources la demande de Fonio actuellement dépasse l'offre.

²⁹ Ces entreprises ne vendent à peine leurs produits localement. Prosains Bénin écoule la majeure partie (75%) de sa production en dehors de l'Atacora, tandis qu'Angel's Floor vend environ 50% à travers le Showroom. Tikonna, quant à elle, vend la majorité de sa production dans le département. En réalité, ces entreprises disposent de réseaux de distribution impressionnants qui couvrent tout le pays (Parakou, Porto Novo, Cotonou, Bohicon, Kandi) et même au-delà des frontières du Bénin.

L'évolution semble également confirmer que, lors des années normales, les niveaux de production dans les trois communes dépassent la consommation locale. Par conséquent, les commerçants et transformateurs sont contraints de rechercher des marchés extérieurs.

Il n'existe pas d'informations sur le pourcentage de la production paysanne transformée et/ou vendue localement. Cependant, il semble raisonnable, au vu de l'amélioration de la conservation, de l'évolution des OP et des groupes de transformatrices, ainsi que de la sensibilisation et de l'augmentation de la production maraîchère, de conclure que la consommation locale, déjà élevée, a augmenté, notamment à Natitingou.

Produit	Entreprise	Croissance entre 2016 et 2024
Fonio	Angel's Floor	3000%
Pulpe de Baobab	Angel's Floor	833%
Pulpe de néré	Angel's Floor	4000%
Mangue	Angel's Floor	400%
Fonio	ProSains Bénin	2000%

Les avantages d'être associé à RACOLOS sont nombreux, en plus de l'accès au point de vente dans le showroom. Parmi ces avantages, on note une amélioration de la qualité de la matière première³⁰, un renforcement des relations entre les entreprises et les producteurs³¹, ainsi qu'une meilleure traçabilité des produits. De plus, cela permet l'identification de nouveaux fournisseurs (OP) de matières premières.

Les préoccupations fréquemment soulevées par les bénéficiaires concernent principalement les installations. En effet, le manque d'infrastructures adéquates empêche les groupes de transformation de vendre leurs produits de manière formalisée, car ceux-ci ne répondent pas aux exigences de l'ABSSA, notamment en termes d'hygiène. Un autre souci majeur est l'écoulement des produits. Cela suggère que, pour le moment, les marges restent faibles et l'accès au financement reste difficile, ce qui empêche les groupes d'effectuer les investissements majeurs pour faire progresser leurs entreprises.

Le consultant engagé par APEFE pour la formation des groupes et entreprises impliqués dans le programme Feed Good Bénin a également souligné ces défis. Selon ses observations, les groupes ont bien intégré les outils de gestion au niveau des entreprises, mais rencontrent plus de difficultés en matière de gestion collective des groupements. Il a également mentionné la difficulté d'accès au financement³² et le manque d'équipement comme des obstacles majeurs.

³⁰ Ce qui, d'une certaine manière, confirme les améliorations observées au niveau de la production et du traitement post-récolte par les producteurs.

³¹ Dans le contexte rural, où les relations de pouvoir sont souvent déséquilibrées, les producteurs peuvent parfois tromper les commerçants, par exemple en dissimulant des produits de mauvaise qualité parmi des produits de bonne qualité, en ajoutant des cailloux ou des pierres, ou encore en mouillant les produits pour en augmenter le poids, etc.

³² D'une part, les banques ne sont pas intéressées à financer les entreprises ou les groupements. Bien que les entreprises rencontrées parviennent à obtenir des crédits, les taux d'intérêt restent assez élevés, variant entre 15 % et 18 % par an.

DC3. Le développement territorial inclusif soutenant la co-construction de systèmes alimentaires durables et la gestion durable de l'environnement

Indicateurs du développement territorial inclusif soutenant la co-construction de systèmes alimentaires durables et la gestion durable de l'environnement		
MdP 19%		
Partenaire	Indicateur	% Valeur 2026*
TIKONNA ³³	Nombre de doléances formulées par les OP	27%
	Nombre de réunions auxquelles les OP participent	25%
	Nombre de préoccupation des OP prise en compte	0%
	Nombre de pratiques innovantes dans la transformation, l'agroécologie, gestion etc. au sein des groupements et des OP	0%
ERAD	Score de participation des décideurs aux actions en faveur de la SAD	13%
JAB	Score de participation des décideurs aux actions en faveur de la SAD	13%
CERD	Nombre de rencontres espaces de dialogue sur les dynamiques de Développement Territorial auxquelles les OP participent	40%
	Nombre d'initiatives prises et qui soient favorables à l'agroécologie, l'alimentation durable, l'économie circulaire, les circuits courts, l'émergence de ceintures alimentaires, la gestion durable de l'environnement et des processus de concertation et de contrôle social	20%
	Nombre de suggestions formulées par les producteurs qui touchent leurs droits	30%

*A la fin de l'An 2. Le suivi annuel pour l'An 3 a été prévu pour décembre 2024, après la mission d'évaluation.

Notons que le programme ne travaille plus activement sur DC3. Le niveau global des indicateurs du résultat est de 19 %, avec de variation entre le 13 et le 33%. Une analyse des rapports semble de ne pas avoir beaucoup de synergies entre les partenaires du programme, ni une formulation conjointe de priorités pour le plaidoyer, intégration dans les PAI etc.

Les interventions du programme ont résulté des achats institutionnels de la production locale comme le cas du maïs pour la cantine de l'Hôpital Saint Jean de Dieu de Tanguiéta et des achats du PAM pour alimenter les cantines scolaires locales. Un autre exemple est celui des communes qui utilisent des produits locaux lors des pause-café de leurs rencontres.

Les partenaires, et aussi RACOLOS s'engagent dans un plaidoyer en faveur de systèmes alimentaires durables auprès les autorités locales et certaines activités en faveur de SAD proposées sont incluses dans le Plan Annuel d'Investissement. Néanmoins, dans les Plans de Développement Communal (PDC)³⁴, de nombreuses problématiques identifiées, ainsi que les forces, faiblesses, menaces et opportunités, sont en adéquation avec les objectifs du programme Feed Good Bénin. Cependant, les stratégies promues par le programme pour le développement de systèmes alimentaires durables et la transition agroécologique ne sont malheureusement pas intégrées dans ces PDC³⁵.

³³ Pour ce résultat la relation du score de TIKONNA avec le rapport narratif n'est pas claire. Le rapport mentionne que la participation aux foires au niveau local, départemental et régional. Il ne semble pas avoir une différence entre le partenaire et l'OP.

³⁴ PDC 4^{ème} génération (2024-2028) Boukoubé et Coby, PDC 3^{ème} génération Natitingou.

³⁵ Une analyse des PDC de Coby et Boukoubé révèle des documents assez similaires. Les programmes proposés

Pour le moment les résultats se situent au niveau d'une amélioration du profil des partenaires et des OP.

Il ne semble pas d'avoir de changement en ce qui concerne les priorités des communes ou services techniques.

DC4. Les politiques publiques nationales et internationales garantissant les droits des paysans et autres acteurs de l'ESS ont été promulguées et mises en application.

Indicateurs des politiques publiques nationales et internationales réalisant les droits des paysans et autres acteurs de l'ESS ont été promulguées et mises en application		
MdP : 38%		
Partenaire	Indicateur	% Valeur 2026*
TIKONNA	L'organisation n'intervient pas pour ce résultat	RAS%
ERAD	Le nombre d'actions de plaidoyer/sensibilisation qui ont été réalisées par les réseaux.	53%
	Nombre d'OSC mobilisées en faveur du SAD	50%
JAB	Le nombre d'actions de plaidoyer/sensibilisation qui ont été réalisées par les réseaux	53%
	Nombre d'OSC mobilisées en faveur du SAD	50%
CERD	Nombre de suggestions formulées par les producteurs à l'endroit des autorités DDAEP	10%
	Nombre de prérogatives de contrôle des actions du conseil agricole et du respect de l'environnement en matière des droits des paysans/agriculteurs et leur application effective	10%

*A la fin de l'An 2. Le suivi annuel pour l'An 3 a été prévu pour décembre 2024, après la mission d'évaluation.

Le niveau global des indicateurs du résultat est de 38 %, avec une variation entre 10 et le 53%. Les rapports mentionnent surtout la participation aux foires variés.

Les changements attendus pour ce résultat dépendent en grande partie d'un travail à long terme de sensibilisation, de plaidoyer à travers le travail en réseaux et la construction de coalitions. Un des points forts de l'approche du programme est l'établissement des alliances à plusieurs niveaux, ce qui a conduit à l'adoption de stratégie nationale de promotion de l'agriculture écologique et biologique au Bénin. Cette stratégie est en cours de mise en œuvre. Malheureusement cette stratégie est pour le moment peu diffusée.

Le programme est actif dans plusieurs collaborations/alliances stratégiques et initiatives communes comme le groupe synergie Atacora, le cadre de concertation nationale des acteurs de l'agroécologie au Bénin. Notamment le programme appui activement le Réseau des Acteurs de la Consommation Locale et Saine (RACOLOS) du département d'Atacora.

s'appuient généralement sur la logique de la révolution verte (filères porteuses, facilitation de l'écoulement des produits par un meilleur accès, découplage de la gestion des ressources naturelles et de la production agricole). Cette similitude peut probablement s'expliquer par certains intérêts économiques et politiques d'une part, et par un manque de connaissance du potentiel des approches agroécologiques d'autre part.



Photo 6 : Showroom de RACOLOS

Les politiques agricoles et de développement rural au Bénin, dans le contexte national, ne sont pas toujours cohérentes³⁶ ; elles sont parfois contradictoires et restent souvent ancrées dans les idées reçues de la révolution verte. Toutefois, il existe une ouverture pour les approches agroécologiques et le développement local. Cette ambivalence a permis au projet de se concentrer principalement sur le niveau local, en mettant l'accent sur la consommation locale et la production saine, par exemple, à travers la participation aux foires et l'organisation de cuisines participatives.

Les foires constituent également une opportunité pour les groupes de transformatrices et transformateurs de présenter leurs produits. Cependant, la participation à ces événements nécessite une attitude proactive de la part des partenaires, car les organisateurs ne pensent pas toujours à inviter les partenaires du programme, y compris RACOLOS³⁷.

De manière générale, on constate une croissance de la prise de conscience, ce qui explique en partie l'organisation de ces foires et l'intérêt croissant des PTF à les financer.

Les partenaires du programme entretiennent d'excellentes relations avec les communes, notamment avec les points focaux Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (SAN) ainsi qu'avec les services de l'État. L'implication des autorités au niveau communal et des services déconcentrés, notamment dans le système de certification, est une stratégie astucieuse, car elle permet non seulement de sensibiliser les autorités et de créer une complicité avec elles, mais aussi de leur présenter des arguments convaincants en faveur des approches agroécologiques et de l'économie sociale et solidaire.

Un des défis majeurs pour l'établissement de filières durables et solidaires réside dans le caractère informel du marché. Bien qu'il existe des règles et exigences formelles de l'État béninois (telles que l'Autorisation de Mise sur le Marché et les exigences de l'Agence Béninoise de la Sécurité Alimentaire des Aliments - ABSSA), il est difficile pour les groupements de producteurs, les transformateurs, voire les entreprises, de répondre à ces critères agroécologiques et géographiques pour pouvoir commercialiser un produit. Le processus

³⁶ Par exemple, d'un côté, certaines politiques promeuvent la spécialisation, ce qui va à l'encontre de l'impératif de diversification des approches agroécologiques, ainsi que la promotion de la culture du coton (la culture conventionnelle du coton nécessitant une utilisation intensive d'intrants chimiques). De l'autre côté, un plan stratégique national pour l'agriculture biologique et écologique est en cours de développement.

³⁷ Pendant la mission, des foires communales ont été organisées dans le cadre de la « Journée Communale de l'Entrepreneuriat » par les communes de Boukoubé et de Natitingou, avec le soutien de SNV. IdP a dû contacter la commune de Boukoubé pour pouvoir participer. RACOLOS n'a été présent qu'à la foire de Natitingou, bien que des bénéficiaires du programme aient également pris part aux autres foires.

pour obtenir les autorisations est long et coûteux, ce qui représente un obstacle majeur. De plus, certains produits non conformes aux exigences³⁸ officielles sont toujours présents sur le marché, ce qui engendre une concurrence déloyale³⁹ pour les transformateurs et les entreprises respectant les critères.

Les partenaires du programme, avec les parties prenantes, ont identifié ce défi et se sont organisés pour mener un plaidoyer visant à réduire les coûts associés au processus d'autorisation de mise sur le marché.

Une autre problématique importante concerne les droits fonciers. Tous les producteurs n'ont pas accès à leur propre terre, et notamment, les femmes ne disposent pas toujours de droits d'héritage garantis. Cette question est cruciale, car la transition vers des systèmes alimentaires durables nécessite des investissements significatifs dans la terre. Les producteurs qui ne possèdent pas de terre n'ont pas la possibilité d'investir, par exemple, en plantant des arbres ou en prévenant l'érosion.

DC5. Les citoyens touchés par le programme sont engagés et mobilisés pour le développement des SAD et d'une citoyenneté mondiale.

Les citoyens du Nord et du Sud touchés par le programme sont sensibilisés*, engagés* et mobilisés* pour le développement des SAD et d'une citoyenneté mondiale et solidaire		
MdP 43%		
Partenaire	Indicateur	% Valeur 2026*
TIKONNA	Nombre des participants aux événements en faveur des SAD	0%
	Nombre d'initiatives de sensibilisation de la population en faveur des SAD	20%
	Nombre d'OP qui participent aux foires communales, départementales, nationales de promotion des produits agricoles locaux	38%
ERAD	Nombre de personnes ayant participé aux événements/sensibilisations organisés sur le consommé local à l'endroit des consommateurs	72%
	Nombre de consommateurs touchés par les émissions radios de sensibilisation sur le consommer local et sain, organisées par le projet	44%
	Proportion de femmes ayant participé aux débats dans les cadres communaux en liens avec les SAD	69%
JAB	Nombre de personnes ayant participé aux événements/sensibilisations organisés sur le consommé local à l'endroit des consommateurs	72%
	Nombre de consommateurs touchés par les émissions radios de sensibilisation sur le consommer local et sain, organisées par le projet	83%
	Proportion de femmes ayant participé aux débats dans les cadres communaux en liens avec les SAD	40%
CERD	Nombre de personnes qui participent aux séances de sensibilisation	40%
	Nombre de séances d'information, éducation et communication relatif à l'agroécologie et GDE organisé par les jeunes	10%

* A la fin de l'An 2. Le suivi annuel pour l'An 3 a été prévu pour décembre 2024, après la mission d'évaluation.

Le niveau global des indicateurs du résultat est de 43 %, avec une variation entre le 0 et le 83%. Il n'est

³⁸ Un entrepreneur a illustré la différence de prix en donnant l'exemple d'un jus de fruits certifié qu'il vend à 2000 FCFA par pack. Le même jus, non certifié, est vendu à 1600 FCFA, soit un écart de 25%

³⁹ Actuellement, les frais liés aux inspections des entreprises et des producteurs sont couverts par le programme. Toutefois, dans une phase ultérieure, RACOLOS (et ses membres) devra assumer ces frais

pas claire s'il y a un chevauchement des événements mentionnés dans les indicateurs par les partenaires.

Au sein des communautés, un engouement pour l'approche promue par le programme a été observé, se manifestant notamment par la croissance des membres, des volumes vendus et transformés localement, l'amélioration de la visibilité des transformateurs locaux et la participation aux cuisines participatives.

D'autres signes du renforcement des systèmes alimentaires locaux et solidaires, ainsi que de l'implication des citoyens, sont la construction autofinancée des GTA et des foyers, ainsi que l'essaimage des pratiques agroécologiques au sein des communautés. Il est probable que les résultats positifs des interventions antérieures aient contribué à cet engouement.

Pour certains produits, en particulier le fonio, la demande dépasse l'offre, et les prix sont relativement attractifs pour les producteurs. Cependant, dans le cadre des systèmes alimentaires durables, il est crucial de veiller à ce que la production de fonio ne se développe pas de manière excessive, afin de maintenir la diversité des systèmes de production et d'éviter la création d'une bulle économique autour de ce produit (un cycle de boom et de récession).

Entre 80 et 90 % de la population de la zone d'intervention produit (au moins partiellement) ses propres denrées alimentaires, y compris dans les centres plus urbanisés⁴⁰. Il est important de rappeler que la population de la région est relativement pauvre (comme mentionné dans l'introduction). Par conséquent, le marché, même pour les produits locaux, reste limité et n'est pas nécessairement le plus attractif pour les commerçants. Cependant, la région affiche déjà un taux élevé de consommation locale, soutenu par des circuits courts. Le marché des produits locaux se trouve principalement en dehors de la région, notamment à Cotonou, Parakou, Calavi, et même à l'étranger, ce qui complique la création de liens directs entre producteurs et consommateurs locaux.

Le mouvement de produits dans le Showroom local est prometteur, mais pour l'instant, les visiteurs sont généralement plus favorisés (fonctionnaires publics, cadres d'ONG, etc.). Par ailleurs, RACOLOS a établi des relations avec la commune de Natitingou pour fournir des produits lors de rencontres et événements (par exemple, pour des pause-café) et a également quelques restaurants comme clients. Cependant, les produits ne sont pas encore proposés dans les hôtels de la ville. RACOLOS reste en contact avec des ONG, comme Helvetas et SNV, pour devenir fournisseur lors de leurs événements aussi.

⁴⁰ D'après l'Enquête sur les habitudes de consommation alimentaire, on estime que 25 % de la population de Natitingou produit (au moins partiellement) ses aliments, tandis que 44 % de la population effectue des achats directs auprès des producteurs.

DC6. Les femmes participent davantage aux différents niveaux de gestion de l'environnement et des SAD.

Les femmes participent davantage aux différents niveaux de gestion de l'environnement et des SAD		
MdP 52%		
Partenaire	Indicateur	% Valeur 2026*
TIKONNA	Construction des foyers améliorés	0%
	Doléances formulées par les femmes aux assemblées villageoises	0%
	Nombre de filles installées à leur propre compte	0%
ERAD	Satisfaction des femmes de leur rôle et leur implication dans la gestion du stock du ménage	100%
	Proportion des familles ayant amélioré la diversité de l'alimentation de la femme (SDAF)	82%
JAB	Satisfaction des femmes de leur rôle et leur implication dans la gestion du stock du ménage	67%
	Proportion des familles ayant amélioré la diversité de l'alimentation de la femme (SDAF)	82%
CERD	Présence de femmes dans les instances de gestion de l'environnement et des SAD	50%
	Nombre de femmes qui prennent des initiatives dans la gestion de l'environnement (reboisement et entretien des arbres)	40%
	Evolution de la prise en compte du genre dans le dispositif de l'association d'appui (CERD Bénin)	31%

*A la fin de l'An 2. Le suivi annuel pour l'An 3 a été prévu pour décembre 2024, après la mission d'évaluation.

Le niveau global des indicateurs du résultat est de 52 %, avec une variation entre 0 et le 100%. Il convient de noter que ce changement n'est pas activement poursuivi. Néanmoins, le MdP est relativement élevé, ce qui confirme une approche transversale des aspects liés au genre.

On observe des écarts significatifs concernant l'importance des changements perçus entre les hommes et les femmes. Les hommes semblent attribuer plus d'importance aux changements liés à la production, et dans une moindre mesure à ceux liés au stockage et à la gestion des stocks, tandis que les femmes valorisent davantage les changements en matière de soins aux enfants, les groupes AVEC (en particulier l'épargne et le démarrage des AGR), ainsi que les changements relatifs à la production de légumes, à l'hygiène et à la nutrition.

Les changements jugés importants par les hommes relativement aux femmes incluent :

- L'amélioration des pratiques agroécologiques
- La plantation d'arbres fruitiers, l'agroforesterie et la restauration des paysages naturels (RNA)
- La restauration des terres et l'amélioration de la fertilité des sols
- La gestion concertée et une meilleure planification au sein du ménage
- Le stockage amélioré et les techniques de conservation des récoltes

Les femmes, en revanche, semblent apprécier davantage les changements liés à :

- Les soins aux enfants et scolarisation
- Les groupes AVEC, notamment pour l'épargne et le démarrage des AGR

- La production de légumes
- L'hygiène et la nutrition

Ces différences peuvent être expliquées par les rôles traditionnels des hommes et des femmes au sein des ménages. De plus, certaines activités ciblent spécifiquement un sexe, par exemple, les groupes AVEC et les AGR, qui sont généralement orientés vers les femmes. Aux autres activités (par exemple les activités autour des pratiques agroécologiques et d'agroforesterie de CERD) participent surtout des hommes, aussi l'indicateur « Proportion de femmes ayant participé aux débats dans les cadres communaux en liens avec les SAD » (résultat aspire à une participation d'à peine 30% et pour le moment arrive à obtenir que 15% de femmes). Toutefois, il est pertinent de se demander pourquoi la participation des femmes à ces activités est relativement faible. Est-ce que les approches techniques sont véritablement adaptées aux femmes ? Privilégient les formations techniques et les rencontres inconsciemment des hommes par rapport aux femmes ?

Néanmoins, ce qui ressort des rencontres est que le rôle des femmes au sein des ménages est en train d'évoluer. Leur contribution aux tâches ménagères est de plus en plus reconnue, ou du moins davantage visible. Les améliorations observées au niveau des enfants, notamment en matière de scolarisation et de santé, peuvent probablement être attribuées en grande partie aux contributions des femmes au sein du foyer.

L'application des Plans Intégrés Paysans (PIP) et du concept de Gestion Concertée joue un rôle crucial dans cette évolution, car cette approche permet de rendre visibles les contributions de chacun et oblige à une planification conjointe. Il existe également des indices suggérant que les femmes sont désormais davantage écoutées au sein du ménage.



Photo 7 : Éléments d'un Plan de Gestion Participative

Cependant, aucun changement n'a été observé concernant le rôle des femmes au sein de la communauté. L'autonomie des femmes semble également avoir évolué de manière modeste.

Enfin, le programme semble contribuer à alléger les tâches des femmes grâce aux installations de GTA, aux foyers améliorés et à l'équipement de transformation. Toutefois, il existe un risque que l'introduction de nouvelles activités n'augmente paradoxalement la charge de travail des femmes.

Le tableau ci-dessous présente les changements mentionnés et votés par les bénéficiaires qui ont des écarts plus marqués entre les hommes et les femmes en termes d'importance perçue du changement. Les

lignes jaunes (avec une valeur négative pour les différences) indiquent les changements jugés plus importants par les hommes, tandis que les lignes vertes montrent les changements considérés comme plus importants pour les femmes par rapport aux hommes. Le tableau présente deux types de pourcentages : le premier correspond simplement au nombre de personnes ayant voté pour un changement, en comparaison du total des votants. Le pourcentage pondéré⁴¹ représente la moyenne des pourcentages de votes lors des différentes rencontres.

Changements SIA	Femmes		Hommes		Écart Genre	
	%	% pondéré	%	% pondéré	%	% Pondéré
Gestion concertée / meilleur planning au sein du ménage	17,8	14,7	24,6	27,3	-6,8	-12,5
Amélioration des pratiques agroécologique / Utilisation compost / Valorisation des déjections animales / Réduction brulis de résidus post récolte / Réduction de feux de brousse	12,6	14,5	28,7	31,7	-16,0	-17,1
Augmentation diversité et disponibilité de légumes frais / Disponibilité de légumes frais / Maraichage de case / Production à tout moment Maraichage / Disponibilité de légumes frais / production maraichère	17,8	14,2	9,4	7,5	8,4	6,7
Amélioration de la nutrition / Valorisation des fruits dans l'alimentation / Amélioration des compositions des mets/repas du ménage / Amélioration composition repas / Disponibilité de fromage de soja/substitution à la viande	13,9	12,2	7,6	8,1	6,3	4,1
Scolarisation des enfants	13,6	14,3	5,3	6,8	8,3	7,5
Stockage amélioré / Meilleure technique de conservation des récoltes / Amélioration stockage des produits / réduction pertes post récolte	10,7	8,3	14,6	15,5	-3,9	-7,2
Démarrage nouvelles AGR, diversification AGR	16,2	10,0	8,2	4,5	8,0	5,4
Plantation d'arbre fruitiers / Agroforesterie / RNA	1,3	1,8	15,2	17,8	-13,9	-16,1
Meilleur épargne	9,7	10,6	1,8	1,8	8,0	8,8
Amélioration hygiène et assainissement / Rendre l'eau potable avant de l'utiliser	13,9	12,4	1,8	1,8	12,2	10,7
Restauration des terres / Amélioration fertilité des sols / Amélioration de la fertilité des sols	3,9	5,9	15,2	14,3	-11,3	-8,3
Contribution des femmes aux charges du ménage	7,1	8,5	2,9	3,8	4,2	4,7

Une dernière observation concernant le genre est qu'il y a très peu de femmes, notamment parmi les responsables au sein des équipes. Il semble que si le programme cherche à changer les perspectives concernant les compétences et les capacités des femmes, et à renforcer leur position au sein de la communauté, il serait pertinent qu'il donne l'exemple en favorisant une plus grande représentation féminine dans les rôles de leadership et de responsabilité au sein des équipes.

⁴¹ Le pourcentage pondéré est utilisé pour ajuster l'impact des rencontres ayant réuni un grand nombre de participants, ainsi que pour tenir compte des effets spécifiques d'un village par rapport à un autre.

7 Réponse aux questions évaluatives

La pertinence : L'intervention répond-elle au problème ?

V. Pertinence

- *Est-ce que le programme Feed Good, et en particulier l'appui à la composante post-production dans une vision de transition agroécologique du système alimentaire, reste pertinent compte tenu des évolutions du contexte du pays et de la région ?*

L'approche du programme Feed Good, qui vise essentiellement à renforcer les systèmes alimentaires durables au niveau local, est très pertinente. Les chocs externes, tels que l'a révélé la crise de la COVID-19 et comme le montre actuellement la crise climatique⁴², mettent en évidence les vulnérabilités des systèmes alimentaires notamment le manque de réserves, la dépendance à la production des filières internationales, l'uniformisation des systèmes, etc. Dans ce contexte, l'amélioration du stockage, le développement de filières locales pour les produits transformés et les intrants (compost, engrais et biopesticides) constituent une stratégie très pertinente. En effet, les principes agroécologiques⁴³, sont des mécanismes qui contribuent à la stabilisation des systèmes alimentaires et à la création de systèmes alimentaires plus robustes

- *Dans quelle mesure les actions dans le volet de la post-production du programme ont-elles répondu aux attentes et aux priorités des familles paysannes et des groupements de transformateurs et transformatrices bénéficiaires ?*

Les bénéficiaires ont exprimé de manière assez claire les contributions du programme, notamment en ce qui concerne la santé, la prise en charge des enfants (scolarisation, soins de santé), l'accès au crédit et la facilitation du travail, avec une réduction de la pénibilité. De plus, la vente groupée, qui a introduite dans les programmes précédents à travers des systèmes de warrantage, présente des évolutions positives.

- *Les approches développées par les partenaires dans la promotion de la post-production en faveur des familles de producteurs et leurs organisations (OP, GF) sont-elles pertinentes et adaptées pour atteindre les changements (résultats) recherchés ?*

Le programme adopte une approche intégrée en ce qui concerne la promotion de la post-production, touchant à plusieurs aspects essentiels, 1) la gestion des pertes post-récolte, 2) la conservation, 3) la transformation et 4) la commercialisation. Dans son ensemble, cette approche joue un rôle important dans l'atteinte des résultats escomptés du programme.

- 1) Selon des estimations de l'APHILIS, les pertes post-récolte varient entre 11 % pour le sorgho et le mil, et 17 % pour le (maïs)⁴⁴. Réduire ces pertes constitue une stratégie clé, visant à « saisir les

⁴² L'insécurité causée par des attaques de terroristes peut aussi être considérée comme un choc externe.

⁴³ Stimuler la diversité, le recyclage (il n'y a pas de déjetés que d'intrants), création de cycles courts, la participation et co-création de connaissance, création de synergies.

⁴⁴ Les pertes post-récolte présentent deux dimensions importantes : la perte de poids et la perte de qualité. Ces pertes sont difficiles à mesurer ; une partie se produit déjà sur le champ, suivie de pertes de poids, qui, en réalité, peuvent favoriser la conservation, puis de pertes en qualité. Il est également important de noter qu'une perte pour la consommation humaine ne signifie pas une perte totale, car le produit peut encore être utilisé pour nourrir les animaux.

fruits à portée de main ». En effet, avec des mesures relativement simples et peu coûteuses, il est possible d'améliorer de façon significative les bénéfices aux producteurs. Une production agroécologique utilisant des semences paysannes facilite déjà la conservation, sans coûts additionnels. De plus, la sélection des grains en trois groupes (semences- fourrage pour les animaux- pour conservation) représente une autre contribution simple sans frais additionnels. Ces effets sont largement reconnus par les bénéficiaires.

- 2) En ce qui concerne la conservation, le programme intervient à plusieurs niveaux, notamment par la promotion d'une gestion concertée qui aide à réduire les tensions et conflits au sein des ménages, tout en favorisant une planification rationnelle, selon les bénéficiaires. Les GTA contribuent également à réduire l'utilisation des produits chimiques et à réduire les pertes,⁴⁵ comme en témoignent les bénéficiaires et comme l'indique les données de suivi.
- 3) En ce qui concerne la transformation, l'intervention a contribué à améliorer l'hygiène, la facilité du travail et la qualité des produits. Les bénéficiaires mentionnent que la vente de leurs produits sur le marché est plus facile. Il semble également y avoir un effet positif sur l'utilisation des produits transformés au sein des ménages et des villages. Les formatrices ont également mentionnés que la disponibilité de la matière primaire s'est améliorée. Un autre élément est l'établissement de groupes d'épargne et crédit, qui améliore la liquidité locale et facilite l'initiation de nouvelles AGR, principalement dans le domaine de la transformation et du petit commerce. Ces éléments renforcent les chaînes courtes entre production et consommation. Cependant, il est important de noter qu'une amélioration de l'efficacité de la transformation, notamment en termes de réduction des pertes, n'a pas été mentionnée⁴⁶.
- 4) L'appui du programme à l'organisation des producteurs et la vente groupée ainsi qu'au processus de transformation montre des effets au niveau de croissance de nombre de membres associés et des volumes commercialisés. En fin les bénéficiaires citent la fin de bradage, qui suggère donc une position renforcée des producteurs dans le marché.

Toutes ces interventions ne nécessitent pas d'investissements importants et reposent principalement sur une amélioration de l'organisation, le développement des connaissances et des compétences. Les changements observés par les familles de producteurs et leurs organisations montrent des indications de taux d'adoption et d'adhésion croissants, ce qui suggère que les interventions sont adaptées aux besoins et aux conditions des groupes cibles.

- *En quoi l'appui apporté aux initiatives locales de transformation et de commercialisation est-il pertinent pour promouvoir un environnement favorable à l'émergence et la consolidation d'un système alimentaire durable, locale et saine dans les trois communes d'intervention du programme ?*

Comme indiqué ci-dessus, les interventions contribuent à plusieurs améliorations notables : une réduction des pertes, une réduction de l'utilisation de produits chimiques, une réduction de dépense⁴⁷, une

⁴⁵ Probablement d'un côté par une meilleure conservation mais aussi par moindre pertes au tirer des céréales.

⁴⁶ En effet selon des études les pertes post-récolte sont relativement plus important dans la phase de la transformation (voir par ex. V Kiaya post-harvest losses and strategies to reduce them (2014).

⁴⁷ Les économies se trouvent à plusieurs niveaux : réduction d'achats d'intrants chimiques, réduction d'achat d'alimentation (plus et meilleure gestion du stock, consommation au ménage des produits transformés (par ex. huile et fromage de soja).

amélioration des revenus, le renforcement des chaînes courtes, une meilleure intégration du système productif.⁴⁸ Tous ces éléments jouent un rôle clé dans le renforcement de systèmes alimentaires durables, locaux et sains.

- *Est-ce que les partenaires inscrivent les activités d'appui à la post-production dans des dynamiques de gouvernance territoriale et plus spécifiquement dans des dynamiques de gouvernance alimentaire territoriale (espaces de concertation, dialogue multi-acteurs...) ?*
- *Si oui, quelle est l'implication des acteurs cibles dans les espaces ou dynamiques locales liés aux SAD ? Quel niveau de participation, quels outils de diagnostic utilisés et quelle porte d'entrée privilégiée pour aborder la thématique (environnement, production locale, sensibilisation grand public, développement de marchés locaux, etc.) ? De quel niveau territorial parle-t-on ?*
- *Si non, comment les partenaires SIA et les ONG SIA font-ils le lien entre la thématique et l'approche SAD (TOC) ?*

Les activités post production font entièrement partie des dynamiques de gouvernance territoriale. La mission a observé des relations positives entre les partenaires du projet et les acteurs institutionnels, notamment avec le point focal Sécurité Alimentaire et Nutritionnel (SAN), ainsi qu'une appréciation positive de ces institutions envers les interventions du programme. Les partenaires du programme contribuent aussi de façon systématique aux cadres de concertation communaux en matière de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle. Il est évident que les différents acteurs (CCI, DAEPP, Points Focaux SAN etc.) sont familiarisés avec les concepts du programme visant à promouvoir une production et une transformation saines

La stratégie d'inviter activement les représentants des communes et des services techniques à participer aux activités (par ex. inclure des représentants dans les jurys des concours PIP, participation aux cuisines participatives) peut être vue à la fois comme un moyen d'assurer l'efficacité et l'efficacé de l'organisation des activités, tout en transformant ces moments en outils de plaidoyer.

De même, l'implication des représentants des secteurs comme la DDAEP, la Santé, l'Industrie et le Commerce, la CCI, etc. dans l'OSCLOS, contribue à l'appréciation et à l'engagement de ces institutions envers une transition vers des systèmes alimentaires durables. Les communes ne font pas partie d'OSCLOS.

Il y a un intérêt manifeste pour les approches du programme (par exemple les Agents Communaux d'Agriculture ont bien compris l'importance des PIP à travers leur participation aux jurys des concours), mais il n'y a pas eu des formations ou de rencontres spécifiques pour familiariser ces agents avec les outils des PIP ou d'autres pratiques, afin qu'ils puissent les intégrer dans leur travail.

La question de la santé et des effets des produits chimiques semble être le principal point d'entrée, et on note une sensibilité croissante à cette thématique de la part des autorités. Cependant, lors des échanges, il n'a pas été fait de référence aux liens entre la transition agroécologique et les coûts de production (en particulier ceux des intrants chimiques⁴⁹), au changement climatique ou aux relations entre la consommation locale et le développement économique de la zone.

⁴⁸ Recyclage et réutilisation, par ex. les résidus des plantes et les déjetés des animaux les grains pour l'alimentation du bétail etc.

⁴⁹ Par contre la flambée des prix des intrants est mentionnée dans les rapports du Feed Good Bénin comme facteur favorable pour convaincre les acteurs des mérites des approches agroécologiques

À ce stade, des changements observés relèvent principalement de la conscientisation et une participation aux activités. Une analyse des PDC récents de Cobly et Boukombé n'intègre pas de références aux Systèmes Alimentaire Durables ou à la transition agroécologique⁵⁰, même si les analyses du contexte et les discours sont bien alignés avec ceux des partenaires du Feed Good.

Cependant, les analyses menées au niveau des communes et des services techniques se concentrent souvent sur les activités, sans nécessairement approfondir les implications pour la gouvernance ou les stratégies de développement. Cette situation est compréhensible, car de telles analyses sont généralement effectuées à un niveau supérieur.

Efficacité : L'intervention atteint-elle ses objectifs?

- *Les objectifs et les résultats du programme seront-ils atteints ? Expliquer les facteurs internes et externes favorables et d'éventuels écarts observés. De quelles manières ces éléments auraient-ils pu être anticipés et gérés ?*

Il est important de noter que les indicateurs choisis ne reflètent pas toujours des changements réels, mais sont plus orientés vers la mesure des activités, plutôt que des résultats concrets des activités⁵¹.

Globalement, le programme est en voie d'atteindre les résultats escomptés, surtout en ce qui concerne DC1 *Les paysans et autres acteurs de l'ESS sont engagés dans une transition vers des modes de production agroécologiques et de gestion durable de l'environnement*, DC2. *Les paysans et autres acteurs de l'ESS ont mis en place et/ou consolidé des systèmes de collecte, de stockage, de transformation et de commercialisation équitables et durables*, et DC6. *Les femmes participent davantage aux différents niveaux de gestion de l'environnement et des SAD*, au niveau des ménages et de groupements.

Un facteur favorable à cette progression est que ces thématiques sont bien maîtrisées par les équipes, et que l'approche recommandée pour l'apprentissage paysanne (réussir de résultats rapides et visibles, commencer simplement, limiter l'introduction des technologies, et créer des effets multiplicateurs) est bien adaptée. De plus, la flambée des prix des intrants chimiques stimule l'intérêt pour l'utilisation des alternatives agroécologiques.

Cependant, les résultats provisoires en ce qui concerne DC3 : *Le développement territorial inclusif soutenant la co-construction de systèmes alimentaires durables et la gestion durable de l'environnement*, DC4. *Les politiques publiques nationales et internationales garantissant les droits des paysans et autres acteurs de l'ESS ont été promulgués et mises en application*, et DC5. *Les citoyens touchés par le programme sont engagés et mobilisés pour le développement des SAD et d'une citoyenneté mondiale et solidaire* sont plus mitigés. Il est aussi vrai que ces résultats prennent généralement plus de temps à se matérialiser, car ils dépendent de nombreux facteurs externes et d'influences d'ordre administratif et institutionnel.

⁵⁰ C'est relatif, car il est vrai que les plans sont de 2023, donc le processus d'élaboration doit avoir commencé en 2022, donc au moment que le programme Feed Good a démarré, donc le temps a été limité pour les partenaires du programme contribuer au processus.

⁵¹ Par exemple « Nombre d'initiatives de sensibilisation de la population en faveur des SAD », « Nombre de personnes qui participent aux séances de sensibilisation », Le nombre d'actions de plaidoyer/sensibilisation qui ont été réalisées par les réseaux », « Nombre de réunions auxquelles les OP participent », « Nombre de femmes qui ont remboursé leur crédit de collecte à l'échéance ».

Les retards et lenteurs des processus administratifs et institutionnels, ainsi que les directives venant de niveaux supérieurs au sein des institutions de l'État (comme les communes et services techniques), jouent également un rôle⁵². Ces institutions sont souvent soumises à des influences et des pressions externes qui ralentissent leur réactivité.

Les changements visés à travers le plaidoyer et la participation aux rencontres prennent du temps. De plus, les indicateurs ne sont pas clairement définis, et il semble y avoir une insuffisance de synergie entre les partenaires concernant les objectifs du plaidoyer.

- *Les ressources du programme ont-elles été utilisées de manière optimale pour atteindre les résultats ? Quels scénarii alternatifs à moindre coût auraient pu être envisagés tout en garantissant les mêmes résultats ?*

Sur la base de la documentation reçue (le suivi budgétaire d'IdP et de ses partenaires, ainsi que le budget d'AT et de ses partenaires), il est difficile de réaliser une analyse globale de l'utilisation des ressources. De plus, des différences de budgétisation existent entre la partie IdP & partenaires et celle d'AT & partenaires, ce qui complique les comparaisons entre les deux. Par exemple, les frais de personnel de CERD et TIKONNA sont détaillés par fonction, tandis que ceux de JAB et ERAD sont présentés de manière globale. De plus, la structuration des budgets d'IdP et d'AT est différente ; ainsi, le budget d'IdP & partenaires est organisé par résultat, ce qui n'est pas le cas pour celui d'AT & partenaires.

Quelques observations globales sont :

Le taux d'exécution est globalement bon (bien qu'il y ait eu un léger retard lors de la première année, celui-ci a été rattrapé en deuxième année) et les équipes agiles.

Le programme inclut des effets d'essaimage⁵³ qui aident améliorer l'efficacité.

Le fait que le programme soit construit sur la base des programmes antérieurs et réalisé en grande partie avec les mêmes partenaires a contribué à une mise en œuvre assez efficace.

Il y a quelques éléments qui méritent plus d'analyse :

Il existe des différences importantes entre les budgets globaux (par exemple, le budget d'ERAD pour le programme est de 340 mille euros, tandis que celui de CERD est de 170 mille d'euros, soit environ la moitié). D'autre part, la pondération pour l'atteinte des résultats (les MDP) entre les quatre partenaires ne suit pas le poids budgétaire, mais est répartie de manière égale, soit 25 % pour chaque partenaire.

Les évaluateurs ont constaté des pratiques différentes dans la rémunération des équipes des partenaires mais ne disposent pas de tous les éléments pour analyser davantage ces pratiques différentes.

Une analyse des budgets d'ERAD et de JAB montre que l'accent budgétaire est principalement mis sur le résultat 1, avec une attention moindre portée au résultat 2, et des investissements réduits pour les autres résultats. Cependant, les budgets de CERD et de TIKONNA ne sont pas déclinés par résultat, ce qui rend difficile l'analyse de la distribution globale entre les résultats ou de la complémentarité éventuelle entre les partenaires.

⁵² Par exemple la formulation des PDC doit suivre des orientations et un processus prédéfini qui prend pas mal du temps.

⁵³ Ces effets pourraient même être renforcés, par exemple, grâce aux groupes AVEC

- *Les synergies développées entre partenaires de mise en œuvre (JAB, ERAD, Tikonna, CERD), entre partenaires SIA (IdP et AT) et entre les deux types de partenaires, comment contribuent-elles à atteindre les résultats ?*

De ce que nous avons pu constater, les partenaires du programme sont assez complémentaires en termes d'expertises et d'expérience, et leurs interventions présentent une synergie évidente. Par exemple, la complémentarité entre l'agroforesterie et la promotion des pratiques agroécologiques est bien marquée. De même, une synergie claire existe entre la promotion des groupes d'épargne et crédit et le développement des AGR liées à la transformation.

Cette synergie peut être observée en comparant les dynamiques dans les villages, que ce soit avec un seul ou plusieurs partenaires. Néanmoins, selon les équipes, il existe encore des opportunités pour renforcer ces synergies, comme le suggère la recommandation de « Réaliser un diagnostic initial et recenser les partenaires intervenants dans la zone pour une bonne synergie ».

De plus, le programme bénéficie des synergies avec d'autres organisations comme VSF (intégration d'élevage dans les systèmes productifs) et l'APEFE (renforcement des capacités des entreprises et OP)⁵⁴. Ces partenariats renforcent l'impact global du programme et contribuent à une approche plus intégrée et cohérente. Un autre exemple est la collaboration avec la plateforme nationale pour la promotion des produits issus de la transition agroécologique (Plateforme nationale Bio)

- *Performance économique : Les actions de post-production promues par le programme (transformation, stockage et commercialisation, sensibilisations) ont-elles permis d'améliorer les performances économiques (revenus) des bénéficiaires ?*

L'amélioration des performances économiques identifiées par les bénéficiaires peut être divisée en deux groupes principaux : 1) l'augmentation des revenus et 2) la réduction des dépenses (économies de dépenses).

En ce qui concerne les revenus, la vente groupée permet de combattre le bradage des produits, ce qui améliore ainsi les revenus des producteurs. Par ailleurs, avec l'appui des AVEC, une diversification des AGR, notamment liées à la transformation des produits, a été réalisée, ce qui contribue également à générer de revenus supplémentaires. De plus, l'amélioration des processus de transformation a également permis d'améliorer la qualité des produits, ce qui facilite leur vente sur le marché.

Le programme n'a pas fourni de données statistiques permettant de suivre l'évolution de la performance économique des groupes cibles et de l'analyser en profondeur.

- *Les actions visant le renforcement des capacités des groupements de femmes transformatrices et des OP accompagnés (recherche de débouchés, qualité des produits, packaging, etc.) ont-elles permis d'accroître la plus-value réalisée sur le produit ?*

La réalisation d'une plus-value est difficile à définir et dépend en grande partie de l'appréciation des clients (potentiels), ce qui revient en grande partie au marketing⁵⁵. Un autre facteur est le pouvoir d'achat⁵⁶ qui limite souvent la vente des produits bio aux clients disposant de moyens financiers plus importants.

⁵⁴ Malheureusement APEFE a accusé beaucoup de retard en ce qui concerne la distribution d'équipement.

⁵⁵ Par exemple il y a beaucoup de produits sur le marché de qu'on ne pourrait pas identifier une plus-value objective (en termes de qualité, gout, durabilité, efficacité d'usage etc) mais qui sont plus chers que des produits similaires,

Une analyse du marché des produits bio en Europe révèle un différentiel de prix important, pouvant atteindre plus de 100 % entre les produits bio et les produits conventionnels. Une grande partie de ce différentiel s'explique par les coûts plus élevés de la production et de la transformation des produits bio, notamment en raison des frais de certification⁵⁷)⁵⁸. Un autre facteur est la subvention de l'agriculture conventionnelle à travers les subventions aux engrais minéraux et à l'énergie. Dans le contexte du Bénin, les aspects liés à la certification et aux coûts de transformation sont moins pertinents⁵⁹ ce qui présente l'avantage de réduire l'écart de prix des produits bio, les rendant ainsi plus accessibles.

Selon le témoignage des transformateurs, les producteurs ont du mal à valoriser pleinement la plus-value de la production agroécologique, notamment en raison de la concurrence déloyale, c'est-à-dire la présence de transformateurs mettant des produits sur le marché sans les autorisations nécessaires. Ces produits n'ont aucun lien avec la production agroécologique locale, mais pourraient être exploités dans une stratégie de marketing pour renforcer la confiance dans les produits certifiés par OSCOLOS. En effet, selon la présidente de RACOLOS, les marges dans les chaînes de valeur sont suffisamment importantes pour permettre un bénéfice, même en payant un prix légèrement plus élevé aux producteurs agroécologiques.

Pour le moment les avantages pour les producteurs et groupes de transformatrices auxquelles le programme contribue sont principalement la vente groupée, l'amélioration de la production, tant en quantité qu'en qualité, de même que la meilleure conservation des produits grâce aux pratiques agroécologiques ainsi qu'un écoulement plus facile de leur production grâce à une meilleure qualité, sans que les producteurs et transformatrices pratiquent de meilleurs prix. En effet à l'ensemble ces avantages font que le rendement des producteurs agroécologiques est meilleur que les producteurs conventionnels selon les bénéficiaires rencontrés.

- *Comment est-ce que l'appui du programme à des groupes (organisations paysannes, groupements féminins) et aux individus dans le domaine de la transformation, le stockage et la commercialisation influence le niveau d'atteinte des résultats du programme ?*

L'appui du programme Feed Good aux groupes (organisations paysannes, groupements féminins) et aux individus dans les domaines de la transformation, du stockage et de la commercialisation au Bénin a un impact majeur sur les résultats du programme. Il permet de renforcer les capacités techniques et entrepreneuriales des bénéficiaires, d'améliorer les infrastructures de stockage et de transformation, et d'augmenter la compétitivité des produits agricoles. Cet appui favorise l'autonomisation des femmes et des groupes vulnérables, augmente les revenus, et améliore l'accès aux marchés. Il contribue ainsi à la sécurité

sur base de la force de marketing.

⁵⁶ La proportion de personnes démunies qui achètent de produits bio est très limitée, par forcément par un manque d'appréciation de la qualité, mais à cause du faible pouvoir d'achat.

⁵⁷ Il y a même de cas où les producteurs agroécologiques se contentent avec des primes sur la qualité de leur production (qui normalement est mieux que la qualité de l'agriculture conventionnelle) car la prime sur la production bio ne compense pas les coûts de certification.

⁵⁸ Un autre élément à prendre en compte en Europe est les coûts plus élevés de la transformation. Par exemple, les producteurs étant dispersés et les volumes de produits bio étant réduits, certains produits doivent être transformés avant ou après les produits conventionnels afin d'éviter le mélange. Cela rend la transformation moins efficace, avec des coûts supplémentaires liés au transport et une efficacité réduite des équipements.

⁵⁹ En effet, le programme a mis en place le système de certification OSCLOS, dans lequel les coûts de certification ne sont pas supportés par les producteurs. De plus, l'approche de certification inclut un élément crucial de confiance mutuelle, ce qui permet de maîtriser les coûts.

alimentaire, à la réduction de la pauvreté et à la résilience économique face aux crises. En conséquence, c'est un outil d'influence sur les autres résultats

- *Performance environnementale : Dans quelle mesure les actions de post-production développées par le programme ont-elles contribué à la réduction de l'impact environnemental de transformation agricole ?*

Le projet contribue à plusieurs changements environnementaux significatifs. Parmi ceux-ci, on peut mentionner une réduction de l'utilisation produits chimiques, tant pour la production que pour la conservation des produits. Cette réduction s'accompagne d'une diminution de la superficie cultivée en coton, des feux de brousse, et de la pression exercée sur les ressources naturelles, comme le bois de chauffe. Par ailleurs, un retour progressif de certaines espèces animales sauvages est également observé. Il est encore un peu tôt pour évaluer pleinement les effets environnementaux de l'extension de la couverture arborée, bien que l'on puisse envisager des bénéfices tels que l'amélioration de la teneur en matière organique du sol, une meilleure infiltration de l'eau, la réduction des températures et le contrôle de l'érosion.

En outre, bien que difficile à mesurer, il est probable qu'une réduction de l'utilisation des combustibles fossiles soit également constatée, en raison de la diminution de l'application d'engrais chimiques et des besoins de transport des produits.

Il y a un léger risque d'augmentation de l'utilisation des emballages, notamment les plastiques. Comme dans de nombreux autres pays en voie de développement, le Bénin fait déjà face à des problèmes liés aux plastiques abandonnés, à un manque de sensibilisation aux effets néfastes de ces matériaux, ainsi qu'à une capacité de recyclage insuffisante. Cette situation pourrait être exacerbée si les pratiques liées à l'utilisation des plastiques ne sont pas abordées et régulées.

- *Performance sociale : Les actions du programme ont-elles permis d'améliorer l'estime de soi et les liens sociaux dans les communautés appuyées et les rapports de genre transformateur ?*

Certains changements, tels que la « Contribution au ménage » et l'« autonomie financière », sont souvent associés à une meilleure estime de soi. Cependant, ces changements n'ont pas été spécifiquement mentionnés ni par les bénéficiaires, ni par les équipes des partenaires.

Au niveau du ménage, les changements sociaux les plus significatifs concernent le genre (voir ci-dessus).

Le changement social plus significatif est associé à une meilleure gestion au sein de ménage, ce qui a conduit à une réduction des conflits. D'autres changements sociaux ont été mentionnés, notamment l'amélioration de la vie associative, l'action communautaire et l'existence d'une caisse de solidarité. En revanche, des changements comme le renforcement de la « cohésion sociale », l'« entre aide » ou « plus de solidarité dans le groupe ou village » n'ont pas été mentionnés.

Concernant le genre, quelques changements ont été notés, comme détaillé ci-dessus.

- *La sécurité alimentaire et nutritionnelle des familles paysannes concernées par le programme, a-t-elle été renforcée par les pratiques de stockage et transformation promues par le programme ?*

Les pratiques de stockage et de transformation ont plusieurs effets sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Elles permettent notamment une meilleure planification, une réduction des pertes post-récolte et une amélioration de la qualité de la production, notamment par la réduction de résidus chimiques et des conditions plus hygiéniques lors de la transformation.

De manière plus indirecte, ces pratiques contribuent également à une amélioration économique en réduisant les coûts et en augmentant les revenus, ce qui, à son tour, renforce la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Impact

- *Quels sont les changements majeurs positifs ou négatifs induits par le volet post-production du programme à mi-parcours, directs ou indirects, à court ou moyen terme – et observés par les parties prenantes du programme ?*

Les changements majeurs observés se situent principalement au niveau de la santé, notamment en ce qui concerne l'amélioration de la nutrition et la réduction de l'utilisation des produits chimiques. De plus, le bien-être des ménages s'est amélioré, particulièrement pour les enfants, grâce à une meilleure scolarisation et à une prise en charge accrue des frais de santé.

Un autre élément important est la planification, qui a contribué à réduire les conflits et à améliorer la disponibilité des produits.

Bien qu'il soit encore un peu tôt pour évaluer pleinement ces effets et difficile à mesurer, il semble évident que le programme joue un rôle significatif dans l'amélioration de la résilience des systèmes productifs et des ménages. Cela revêt une importance particulière dans un contexte marqué par des chocs climatiques et une insécurité croissante.

- *Comment les approches d'accompagnement du volet post-production ont-elles permis de renforcer l'autonomie des producteurs et de leurs réseaux et organisations, tant en matière de gestion des ressources naturelles et de mise en œuvre des techniques agroécologiques qu'en termes de capacité à générer des revenus ?*

Les interventions du programme renforcent l'autonomie des producteurs et des groupes en développant des alternatives agroécologiques qui sont à la fois économiquement viables, en réduisant les dépenses et en améliorant la production et les revenus, et socialement appropriées. Ces pratiques permettent ainsi une gestion plus durable des ressources et favorisent une meilleure intégration sociale des acteurs locaux.

Durabilité

- *Les approches de post-production, y compris celles de diffusion de ces approches de post-production, sont-elles porteuses de durabilité ? Quels sont les ajustements qui peuvent être faits pour accroître l'effet recherché de durabilité ?*

En ce qui concerne la phase post-production, les plus grands défis sont l'accès aux services financiers (épargne et crédit, aussi pour l'amortissement des investissements), les installations adéquates (conforme les exigences d'ABSSA) et l'écoulement des produits. Une facilitation des services financiers, notamment à travers la promotion des groupes AVEC, s'avère donc pertinente. De plus, il est pertinent d'accompagner les groupes de transformatrices afin qu'ils puissent disposer d'installations suivant les exigences d'ABSSA.

En ce qui concerne le RACOLOS, bien que l'évolution soit positive, la durée du programme ne semble pas suffisante pour garantir la pérennité de l'organisation. Le showroom, qui est fonctionnel depuis moins d'un an, n'a pas encore permis à l'organisation de s'enregistrer comme ASBL (en raison de la présence de membres à des fins lucratives, selon les autorités), et le chiffre d'affaires n'est pas encore suffisant pour

couvrir les charges, notamment les coûts du personnel. De plus, il est prévu que RACOLOS prenne en charge les frais de mission d'OSCLOS, actuellement couverts par le programme. Idéalement, l'organisation devrait disposer d'une réserve d'au moins six mois de charges avant l'arrêt de l'appui.

- *Quelle analyse fait-on du niveau d'appropriation et d'engagement pour la gestion des réalisations du programme par les groupes-cibles ? Quels sont les facteurs importants capables d'influer sur la pérennisation des résultats du programme ?*

En ce qui concerne les GTA et les foyers améliorés, qui sont promus dans le cadre du programme, on constate un engouement de la part de la population, en raison des effets directs et visibles de ces constructions. Le savoir-faire et le matériel nécessaire sont localement disponibles, et les coûts de construction sont à la portée de la population. Il semble donc que les conditions soient réunies pour assurer la pérennisation des acquis.

Cependant, la gestion collective reste un défi, particulièrement dans un contexte de taux de pauvreté élevé et faible taux de scolarité. Le formateur engagé par APEFE pour la formation des 25 groupements et des 7 entreprises individuelles a observé que le taux d'adoption au sein des entreprises est beaucoup plus élevé que celui des organisations de producteurs (OP). Selon ses estimations, sans un accompagnement supplémentaire, environ 70% des OP seront encore opérationnelles dans cinq ans.

Au niveau des groupes maraîchers, on constate que certains étaient déjà impliqués dans les jardins maraîchers, mais dans des conditions plus difficiles (absence de source d'eau permanente, éloignement des habitations, etc.) Ces groupes ont de bonnes chances de continuer, à condition de bien gérer les investissements, notamment pour le système d'approvisionnement en eau⁶⁰. Cependant, pour d'autres groupes, l'accès au périmètre est difficile pendant la saison des pluies, ce qui empêche les membres de travailler selon leurs besoins. De plus, les questions foncières peuvent être persistantes et compromettre la viabilité des sites.

En ce qui concerne les groupes de transformatrices, plusieurs étaient déjà existants et montrent une évolution positive, tant sur le plan de la production et de la commercialisation que sur le plan de la fidélisation des membres. Cela suggère que les activités génératrices de revenus (AGR) sont économiquement viables et que le fonctionnement des groupes est solide. Toutefois, des défis subsistent concernant les équipements (notamment leur entretien, et la disponibilité de techniciens locaux) et les installations, surtout si l'on suppose que les groupes doivent être capables d'amortir les investissements.

En ce qui concerne les groupes de producteurs du maïs, on constate une évolution positive tant au niveau du nombre de membres que des volumes produits, ainsi qu'un bon entretien des installations. De nombreux groupes ont été créés lors de programmes antérieurs, et ces éléments suggèrent que la continuation de ces groupes est probable.

En ce qui concerne les unités d'engrais liquide, il apparaît que les groupes sont relativement grands par rapport à la capacité des unités. Sur la base de nos calculs, il faudrait plus de trois mois pour satisfaire les besoins de tous les membres du groupe. Un autre problème majeur réside dans le coût élevé de l'unité, ce

⁶⁰ Le groupe visite à Tagaye déjà se plaignait de manque d'eau, malgré qu'ils ont beaucoup plus d'eau que dans leur site antérieur. Dans ce site on a constaté qu'il y avait plusieurs pratiques (par ex. couverture de sol, plantation des brise-vent, planches élevées) qui suggèrent un manque de conscience des coûts de l'eau. Le site est encore récent pour évaluer le fonctionnement du système d'amortissement. De l'autre côté il y a plus d'intérêt que d'espace dans le périmètre et plusieurs personnes ont commencé le jardinage hors du périmètre.

qui peut constituer un frein pour les groupes. Il n'est pas certain que ces deniers parviennent à s'organiser pour remplacer les fûts à la fin de leur durée de vie (min 5 ans), ce qui pourrait compromettre la pérennité de ces unités.

La durabilité de cette innovation intéressante dépend donc si on arrive à développer la technique avec des équipements accessibles pour les ménages.

- *Les actions de sensibilisation des consommateurs et des autorités locales pour une alimentation locale et saine permettent-elles de soutenir et/ou pérenniser les activités de post-production et transformation et de commercialisation des bénéficiaires ?*

Les effets d'actions de sensibilisation sont difficiles à mesurer, et le passage d'une conscience accrue à un véritable changement de comportement n'est pas évident, car ces processus sont souvent lents. Il est probable que des actions telles que les cuisines participatives, des activités aux écoles, la participation aux foires, les événements afterwork etc. soient plus efficaces pour susciter un impact immédiat. Toutefois, les émissions de radio jouent un rôle stratégique important pour renforcer les messages diffusés lors des activités.

Thématique transversale Genre :

- Le programme, a-t-il contribué à l'amélioration de l'égalité entre hommes et femmes, et à la cohésion et l'inclusion des jeunes au sein des ménages accompagnés ?

Voir la section analyse de résultat DC 6.

8 Conclusions et recommandations

Conclusions

Le programme Feed Good Bénin renforce la résilience et l'autonomie des producteurs et des groupes à travers du développement d'alternatives agroécologiques, économiquement viables. Ces alternatives contribuent à une réduction des dépenses, tout en améliorant simultanément la production et les revenus des producteurs. Elles s'avèrent également socialement appropriées, répondant ainsi aux besoins locaux tout en respectant les valeurs sociales et culturelles des communautés.

L'établissement du Réseau RACOLOS et son organe de suivi et de vérification, l'OSCLOS, représente une étape cruciale dans la mise en place de structures nécessaires pour soutenir des circuits courts de production et de consommation locaux et sains. De plus, le succès de ces structures repose sur la participation active de presque toutes les parties prenantes clés, bien qu'il manque encore une représentation des Communes dans ces instances.

L'approche intégrée du programme, qui ne se limite pas aux exploitations agricoles mais englobe également les organisations, les marchés et la sensibilisation du public, facilite de façon pertinente et efficace le développement des systèmes alimentaire durables. Cette approche permet une gestion équilibrée et durable de l'environnement, tout en créant des synergies entre les différents acteurs du secteur agricole et en assurant une meilleure cohérence dans les actions entreprises à tous les niveaux.

Recommandations et considérations

En ce qui concerne le dessin du programme

Contrairement aux programmes antérieurs de la DGD, le programme Feed Good n'a pas défini de résultats spécifiques concernant le renforcement des partenaires locaux. De ce fait il est difficile de suivre l'évolution des partenaires. C'est dommage car les partenaires sont des acteurs bien ancrés dans la région et pourraient jouer un rôle clé à l'avenir dans le renforcement des systèmes alimentaires durable et la gestion durable de l'environnement. De plus, les organisations partenaires disposent d'expériences complémentaires, qui pourraient être valorisées à travers des visites d'échanges, non seulement pour les responsables de programmes, mais surtout pour les animateurs.

Les indicateurs du programme ne permettent pas de mesurer efficacement et précisément le maximum de progrès réalisés⁶¹. Il est donc fortement recommandé de revoir ces indicateurs afin de faciliter une meilleure mesure des changements (Vous trouverez à l'annexe 8 une proposition concrète d'indicateurs à utiliser).

En ce qui concerne RACOLOS et OSCLOS

L'existence de RACOLOS et OSCLOS représente un acquis majeur du programme, et l'évolution des deux organisations est positive. Toutefois, il est essentiel de s'assurer que ces institutions parviennent à s'ancrer durablement. Plutôt que de se limiter à travailler sur la fin du programme, il serait préférable de définir des critères spécifiques de durabilité que chaque organisation doit atteindre (par exemple, en termes

⁶¹ Par exemple souvent les indicateurs sont des indicateurs du suivi opérationnel (donc si les activités sont réalisées) et pas des indicateurs du suivi de résultats. Aussi un indicateur qui après à peine 2 ans est à 100% n'est pas bien défini.

d'enregistrement officiel, de nombre de membres, de chiffre d'affaires, de taux de croissance, etc.). La réduction progressive des contributions du programme Feed Good risque de mettre en difficulté l'organisation, menaçant ainsi les opérations futures de l'OSCLOS.

Pour assurer sa pérennité, RACOLOS devrait augmenter le volume de produits vendus. Cela pourrait être réalisé par une stratégie visant à élargir le nombre de points de vente. Plusieurs types de points de vente peuvent être envisagés : des points de vente fixes, notamment dans la commune de Boukombé, éventuellement en collaboration avec TIKONNA, qui possède déjà un point de vente dans la commune ainsi que dans certains hôtels de la ville et autres points de ventes mobiles, comme envisagé avec l'acquisition du tricycle pour RACOLOS.

Par ailleurs, l'organisation de marchés de produits agroécologiques frais, par exemple une fois par semaine à Natitingou. Une telle initiative présentera plusieurs avantages : d'une part, la différence de qualité entre les produits agroécologiques/bio et les produits conventionnels est plus évidente dans les produits frais, et d'autre part, un marché augmenterait la visibilité de RACOLOS. Ainsi, indirectement, cela pourrait susciter l'intérêt des producteurs maraîchers autour de la ville pour la production agroécologique.

Un troisième élément consiste à renforcer la vente et la livraison aux clients institutionnels (ONG internationales, mairies, etc.). À court terme, cela nécessite un travail de lobbying, mais une fois ces organisations convaincues, un marché s'ouvre, offrant des moyens financiers et des volumes de vente importants. Éventuellement, RACOLOS pourrait également chercher à obtenir des financements pour ces activités auprès de ces organisations.

Le financement de l'organisation, une fois le programme terminé, deviendra un défi majeur, surtout si on veut que l'organisation reste accessible aux transformateurs et producteurs plus petits. Étant donné que le crédit reste limité (avec des taux d'intérêts minimaux de 15% par an, mais probablement plus élevé), il serait judicieux d'explorer d'autres options de financement. Par exemple, un système d'adhésion où les membres payent une contribution mensuelle ou annuelle et bénéficient en retour d'une réduction au moment d'achat de produits, ou un système d'abonnement, où les clients reçoivent chaque semaine un panier avec des produits locaux. Ces modèles renforcent la fidélisation et, en permettant des paiements anticipés, assurent à l'organisation un fonds de roulement à coût limité.

RACOLOS met beaucoup d'accent sur la production saine et les effets néfastes à la santé en lien avec les produits chimiques⁶². Toutefois, l'intérêt pour la production locale et agroécologique ne se limite pas seulement à la santé. D'autres arguments méritent d'être soulignés, tels que la lutte contre le changement climatique, la préservation de l'environnement, le soutien aux producteurs locaux ou encore le développement de l'économie locale. Pour atteindre un plus large public, il est nécessaire de diffuser plusieurs messages, afin que chaque personne soit convaincue par le message qui lui convient le mieux.

En ce qui concerne OSCLOS, il serait pertinent que les acteurs envisagent trouver une stratégie d'implication des représentants des communes (points focaux SAN), pour renforcer l'engagement des communes dans la construction de systèmes alimentaires durables.

⁶² En effet les messages sont assez alarmistes et risquent de ne pas convaincre des personnes qui n'ont jamais eu des problèmes de santé causés par leur alimentation.

En ce qui concerne le genre

Pour bien orienter efficacement les interventions d'un point de vue de genre, il serait pertinent que le programme mette à jour à la fois les besoins pratiques et les intérêts stratégiques des femmes, plutôt que de se contenter de les cibler pour certaines activités. Par ailleurs, étant donné que le genre concerne les relations entre les femmes et les hommes, il est crucial d'impliquer également les hommes dans les réflexions et les actions entreprises. Les PIP et la gestion concertée sont de bons outils, mais l'aspect genre devrait être davantage renforcé dans leur mise en œuvre. La mission recommande ainsi une révision des outils PIP et de l'approche de gestion concertée, afin de renforcer les perspectives et les analyses liées au genre.

En ce qui concerne les activités

En ce qui concerne les activités visant à atteindre les objectifs DC3, 4, et 5, il serait pertinent que les partenaires collaborent pour développer un plaidoyer plus stratégique, impliquant les OP, les Groupes de transformatrices, et les groupements maraîchers par commune. L'objectif serait d'identifier les intérêts communs et de définir les priorités pour développer et renforcer les Systèmes Alimentaires Durables (SAD) afin de développer un plaidoyer commun auprès des communes et des services techniques déconcentrés.

Les besoins en services financiers accessibles sont énormes et essentiels pour le développement des systèmes alimentaires durables. Il est donc recommandé de soutenir la création de groupes dans tous les villages d'intervention. La participation dans un groupe AVEC « automatiquement » offre aussi une éducation financière de base, ce qui permettra aux membres les plus entreprenants l'opportunité de se développer pour, plus tard, accéder aux Institutions de Micro Finance (IMF).

Renforcer le rôle des organisations de producteurs dans la promotion des pratiques agroécologiques et l'application des PIP, afin que les OP puissent prendre le relais une fois le programme terminé.

Étant donné l'efficacité du PIP et l'intérêt des services techniques pour cet outil, il est recommandé de partager les expériences acquises avec les services techniques et de renforcer leurs compétences dans l'application de cet outil.

Pour un futur programme le consortium pourrait

- **Renforcer le travail sur les semences.** Il est crucial, pour une agriculture agroécologique, d'assurer l'accès à des semences adaptées aux conditions agroécologiques. Les semences adaptées contribueront à prévenir les maladies et ravageurs dans les cultures, tout en facilitant une meilleure production et conservation.
- **Engager les jeunes dans les systèmes alimentaires durables.** Cela peut passer par le soutien à la création de mini-entreprises, telles que des entrepreneurs spécialisés dans la production locale d'intrants agroécologiques, comme les engrais liquides, le compost ou les biopesticides, destinés à la vente locale. Cela permettrait de créer des emplois tout en facilitant l'accès à des intrants durables.
- **Valoriser les déchets organiques.** En lien avec l'entrepreneuriat dans les bio-intrants, les partenaires pourraient explorer la possibilité de récupérer les déchets organiques des foires et des unités de transformation pour produire du compost à une échelle commerciale. Ce processus permettrait de valoriser ces déchets tout en contribuant à la production d'intrants durables pour l'agriculture locale. Cela offrirait également l'opportunité d'engager les municipalités dans la

gestion des systèmes alimentaires durables (SAD).

- **Développer des techniciens spécialisés.** Former des techniciens spécialisés dans l'entretien et la production d'équipements de transformation afin d'assurer la durabilité et la maintenance des équipements utilisés dans les processus de transformation alimentaire.
- **Système de recyclage des déchets ménagers.** En concertation avec les communes, il serait pertinent d'analyser les possibilités de mettre en place un système de recyclage des déchets ménagers. Ce projet pourrait non seulement réduire l'impact environnemental des déchets, mais aussi créer des opportunités économiques locales, tout en favorisant la gestion durable des ressources.
- **Promouvoir l'alphabétisation.** Afin de lutter contre l'analphabétisme, il serait pertinent d'associer les groupes AVEC à des classes d'alphabétisation, de préférence en utilisant la méthode REFLECT. Cette méthode participative stimulerait l'analyse et la réflexion. En parallèle, l'alphabétisation facilitera l'application de l'outil PIP.
- **Travailler avec les écoles pour promouvoir l'agroécologie.** Mettre en place des jardins maraîchers dans les écoles, où les enfants apprennent l'agriculture agroécologique, éventuellement en échangeant avec des jardins maraîchers appuyés par le programme. Ce projet serait une stratégie de sensibilisation indirecte (les enfants transmettent leurs expériences à la maison) et à long terme, puisque ces enfants pourront appliquer ces connaissances plus tard dans leurs propres champs.

Fin

Références

Saïdou, T.W. Kuyper, O.K. Kossou, R. Tossou and P. Richards, Sustainable soil fertility management in Benin: learning from farmers

IdP, Enquête habitudes consommation alimentaire : rapport après analyse des données, 2019.

Kiaya V., Post-harvest losses and strategies to reduce them, ACF 2014

<https://www.aphlis.net/fr/data/tables/dry-weight-losses/BJ/all-crops/2021?metric=prc>

<https://www.fao.org/platform-food-loss-waste/resources/multimedia/video/cutting-back-the-loss---post-harvest-loss-management/en>

Annexe 1 Termes de Référence

Annexe 2 Planification de la mission

Date	Activité	Responsables	Lieu	Observations
05/11	Arrivée Nico Bakker et déplacement à Natitingou			
6/11	Rencontre équipe IdP	NB	Natitingou	
	Rencontre CCI, M. Awokou, Abel	NB	Natitingou	
	Rencontre DDAEP, M. Biaou, Elias	NB	Natitingou	
	Rencontre Point focal SAN, Commune de Natitingou. M. Kaki, Abraham	NB	Natitingou	
	Rencontre avec Agents Communal d'Agriculture ATDA de Natitingou (Ibrahima Wasilatou), Cobly (Houadabkbodé, Stanislas) et Boukoumbé (Mme Gbedjisso KBA Mariete)	NB	Natitingou	
	Visite Showroom RACOLOS	NB	Natitingou	
7/11	Rencontres membres OSCLOS : C/DSA-DDAEP M. Bassaou, Rafiou C/DRCPHA-DDAEP Cougbéle, Adolphe Régisseur DDISAB, Mouzouni, Bertin Secr. Gén., Racolos, Becoude Landry (transformateur) Commerciale RACOLOS, Mme Agolian Adeline Point Focal Plateforme de Consommateur (Djougou), M. Ounou, Alassane	NB	Natitingou	
	Rencontre Représentant VSF, M. Ourou, Benjamin	NB	Natitingou	
	Rencontre représentant PAM	NB	Natitingou	
	Rencontre Consultant APEFE, M. Mah Rouane	NB	Natitingou	Rencontre téléphonique
	Rencontre Conseiller technique Jacob			
8/11	Atelier préparation des équipes terrain	NB	Natitingou	
9/11	Rencontre Présidente RACOLOS /directrice Angel's Floor, Mme Tawari Angèle	NB	Natitingou	
	Rencontre représentant ProSains Bénin	NB	Natitingou	
10/11	Arrivée Josias Toviho	JT	Natitingou	
11/11	Atelier d'analyse avec les équipes des partenaires Tikonna, CERD Bénin, ERAD, JAB et IdP	NB & JT	Natitingou	
12/11	Atelier d'analyse avec les équipes des partenaires Tikonna, CERD Bénin, ERAD, JAB et IdP	NB & JT	Natitingou	
13/11	Rencontres à Commune Boukoubé. Maire adjoint et Point Focal SAN	NB & JT et Chargés du programme	Boukoubé	
	Visite au village Dipoko (BKB)	NB & JT avec les 2 équipes	Boukoubé	
	Visite aux installations de Tikonna à Boukoumbé	NB & JT	Boukoubé	
	Rencontre avec le Directeur d'ERAD	NB et son équipe	Natitingou	
14/11	Rencontre au village de Dimatadoni/BKB	JT et son équipe	Boukoubé	

	Rencontre au village de Dipintakouani/BKB	JT et son équipe	Boukombé	
	Rencontre au village de Dipoli / BKB	NB et son équipe	Boukombé	
	Rencontre au village d'Agbonté	NB et son équipe	Boukombé	
	Visite aux installations de Tikonna à Boukoubé	NB et son équipe	Boukoubé	
	Visite à la Journée Communale d'Entrepreneuriat	NB et JT	Boukoubé	
15/11	Rencontre au village de Kounoutchangou/Nati	NB et son équipe	Natitingou	
	Visite à un producteur de semence paysan	NB et son équipe	Natitingou	
	Rencontres au jardin maraîcher de Tagaye/Nati	NB et son équipe	Natitingou	
	Rencontre au village d'Yimpisseri/COBLY	JT et son équipe	Cobly	
	Rencontre au village d'Ouorou/Cobly	JT et son équipe	Cobly	
16/11	Rencontre au village de Zaniouri/Cobly	JT et son équipe	Cobly	
	Rencontre au village de Nouagou/Cobly	JT et son équipe	Cobly	
	Visite à la pépinière de CERD	NB et son équipe	Boukombé	
	Rencontre au village de Koutchahongou/BKB	NB et son équipe	Boukombé	
	Rencontre au village de Kouatchingou/BKB	NB et son équipe	Boukombé	
	Rencontre au village de Koucounbou/BKB	NB et son équipe	Boukombé	
17/11	Retour Josias Toviho	JT	Cobly	
18/11	Rencontre d'analyse avec les équipes	NB	Natitingou	
19/11	Restitution aux partenaires et acteurs invités	NB & JT		Participation présentielle et en ligne
20/11	Rencontre avec IDP et Autre Terre M. Dabiré Anselme, Dir. Pays IDP M. Compaoré Romuald, Responsable AT Mme. Slaa, Trinette, Responsable Belgique IDP	NB		
21/11	Retour Portugal	NB		

Notes explicatives à la planification

- Le critère principal de sélection des groupes et communautés était la diversité de conditions et de situations.
- Les rencontres avec les acteurs externes étaient organisées par le Chargé du programme d'IDP
- Les rencontres dans les villages étaient organisées par les animateurs de la zone.

Annexe 3 Guides des rencontres

FGD Bénéficiaires

Pour les classements, on utilisera le système de votation :

- Votation en posant de petites pierres, semences, bouts de bois, feuilles ou des capsules de bouteille sur la carte sélectionnée

On prendra une photo des résultats des classements.

Les rencontres ne doivent pas prendre plus d'une heure et demie (90 min)

(À remplir par l'intervieweur sans poser de questions)

Localisation : _____ Nombre bénéficiaires présents : _____ Femmes, _____ Hommes

Non productrices présents (si applicable) : _____ : Fonction

Introduction

Remercier les personnes d'être venues.

Expliquer en quelques mots les raisons de la visite : en savoir plus sur leurs activités et identifier ensemble des éventuels changements dans leur vie ou dans la communauté.

Informations de base

Tranches d'âges des participants : fourchette allant du plus jeune au plus âgé :

Depuis quand vous travaillez avec le projet ?

Quelles sont les activités menées par le projet / appuyé par le projet ?

Si les bénéficiaires sont-ils organisés en groupe ? Comprendre le fonctionnement du groupe et demander de la documentation du groupe disponible.

2. Identification des changements induits

Avez-vous observé / senti des changements que vous attribuez à l'intervention ?

Pourriez-vous expliquer pourquoi vous êtes d'opinion que ce changement peut être attribué au projet ?

Ecrivez les changements sur des cartes individuelles et mettez les cartes (en utilisant des couleurs différentes pour les hommes et les femmes) sur le champ.

Ensuite, demandez à chaque participant de voter pour les deux avantages individuels les plus importants, en mettant des pierres, semences ou des bouts de bois.

Le vote est individuel chaque une à la fois. Demandez à la personne sur quels changements elle veut voter avant de mettre la pierre pour s'assurer que la personne vote sur la carte correcte.

3. Appréciation activités

A quelles activités organisé / appuyé par le projet et ses partenaires avez-vous participé ?

Par activité et selon votre appréciation, quels sont les points forts de l'activité ?

Quels sont les points à améliorer des activités (pourquoi) ?

Activité	Points forts	Points à améliorer

Est-ce que vous appliquez ce(s) nouvelle(s) connaissance(s) dans votre quotidien, si oui lesquelles ?

Si oui, exemples SVP

Est-ce que vous avez initié de nouvelles activités, si oui lesquelles ?

Est-ce qu'il a eu des changements au niveau des relations dans votre communauté ? Si oui, SVP exemples.

Est-ce qu'il a eu des changements au niveau des relations entre les agents de la commune et vous ?

5. Contraintes (priorisation) perspectives et recommandations

Si vous pouviez changer, qu'est-ce que vous auriez changé dans les activités ?

Justification :

Toutes autres questions ou sujets que le groupe souhaite soulever.

Remercier les personnes de leur temps et de leur participation et leur souhaiter bonne chance.

FGD Agents terrains partenaires

Pour les classements, on utilisera le système de votation :

- Votation en posant de petites pierres, semences, bouts de bois, feuilles ou des capsules de bouteille sur la carte sélectionnée

On prendra une photo des résultats des classements.

Les rencontres ne doivent pas prendre plus d'une heure et demie (90 min)

(à remplir par l'intervieweur sans poser de questions)

Localisation : _____ Nombre bénéficiaires présents : _____ Femmes, _____ Hommes

Non productrices présents (si applicable) : _____ : Fonction

Introduction

Remercier les personnes d'être venues.

Expliquer en quelques mots les raisons de la visite : en savoir plus sur leurs activités et identifier ensemble des éventuels changements dans leur vie ou dans la communauté.

1. Informations de base

Tranches d'âges des participants : fourchette allant du plus jeune au plus âgé :

Rôles dans le projet

Depuis quand vous travaillez avec le projet ?

2. Identification des changements induits

Avez-vous observé / senti des changements que vous attribuez à l'intervention ?

Pourriez-vous expliquer pourquoi vous êtes d'opinion que ce changement peut être attribué au projet ?

Ecrivez les changements sur des cartes individuelles et mettez les cartes (en utilisant des couleurs différents pour les hommes et les femmes) sur le champ.

Ensuite, demandez aux participants de voter pour les deux avantages individuels les plus importants, en mettant des pierres, semences ou des bouts de bois.

La votation est individuelle chaque une à la fois. Demander la personne sur quels changements elle veut voter avant de mettre la pierre pour s'assurer que la personne vote sur la carte correcte.

3. Appréciation activités

Vous étiez /êtes responsables pour quelles activités ?

(Par activité) Selon votre appréciation quels sont les points forts de l'activité ?

Quels sont les points à améliorer des activités (pourquoi) ?

Quelle est votre appréciation de votre rôle dans le projet et comment cela se compare avec des expériences ailleurs ? Exemples SVP

Comment a été votre préparation avant d'assumer les responsabilités d'agent terrain ? Est-ce que vous auriez aimé avoir d'autres formations complémentaires ? si oui lesquelles ?

Quelle est la régularité d'interaction avec les bénéficiaires (et quelle était la dernière fois que vous avez travaillée avec les bénéficiaires ?)

Est-ce que vous avez adapté votre approche le long de la durée du projet, si oui comment ?

Est-ce que vous avez rencontré des difficultés en tant qu'agent technique ? Si oui lesquelles ?

Votre appréciation des points forts et points à améliorer de du projet ?

Points forts de du projet

Points à améliorer du projet

5. Contraintes (priorisation) perspectives et recommandations

Si vous pouviez changer, qu'est-ce que vous auriez changé dans les activités ? quelles ont été des contraintes du projet ?

Justification :

Toutes autres questions ou sujets que le groupe souhaite soulever.

Remercier les personnes de leur temps et de leur participation et leur souhaiter bonne chance.

Entretien autorités locales

Les rencontres ne doivent pas prendre plus d'une heure (60 min)

Date _____ et Localisation : _____

Personnes présentes

Nom _____ (H / F) Fonction _____

Nom _____ (H / F) Fonction _____

Introduction

Remercier les personnes pour leur disponibilité.

Expliquer en quelques mots les raisons de cette visite : en savoir leurs perspectives sur le projet.

1. Informations générales

Description de votre organisation (rôles et responsabilités, vision, mission etc.)

Vous êtes familiarisé avec le projet mise en œuvre par le consortium SIA et ses partenaires ?

Quelle a été votre implication avec les représentants du projet ?

Est-ce que vous avez été impliqué directement dans des activités ? Si oui quelles activités

2. Appréciation du projet

Est-ce que vous avez participé / a été impliqué dans des activités du projet ? Lesquelles ?

Votre appréciation des points forts et points à améliorer de du projet ?

Points forts de du projet

Points à améliorer du projet

3. Identification des changements induits

Est-ce que vous avez observé des changements dans votre commune ou dans les communautés (parmi les membres) des communautés Si oui les quels ?

Parmi ces changements quels sont les 2 plus importants ?

4. Contraintes (priorisation) perspectives et recommandations

De votre perspective, quels sont les plus importants défis en ce qui concerne le système alimentaire et la production agricole dans votre zone ?

Sur la base de vos expériences et interaction avec le projet, si vous pouviez changer quelque chose du projet (approche, groupe cible, activités), qu'est-ce que vous auriez changé dans ce projet ?

Justification :

Toutes autres questions ou sujets que les autorités souhaitent soulever.

Remercier les personnes de leur temps et de leur participation et leur souhaiter bonne chance.

Entretien acteurs externes

Les rencontres ne doivent pas prendre plus d'une heure (60 min)

Date _____ et Localisation : _____

Personnes présentes

Nom _____ (H / F) Fonction _____

Nom _____ (H / F) Fonction _____

Introduction

Remerciez les personnes pour leur disponibilité.

Expliquez en quelques mots les raisons de la visite : en savoir leurs perspectives sur le projet.

1. Informations générales

Description de votre organisation (rôles et responsabilités, vision, mission etc.)

Vous êtes familiarisé avec le projet mise en œuvre par le consortium SIA et ses partenaires ?

Quelle a été votre implication avec les représentants du projet ?

Est-ce que vous avez été impliqué directement dans des activités ? Si oui quelles activités

2. Appréciation du projet

Votre appréciation des points forts et points à améliorer de du projet ?

Selon vous quels sont les réussites les plus importants du projet ?

Points forts de du projet

Points à améliorer du projet

3. Identification des changements induits

Est-ce que vous avez observé des changements (au niveau des communautés, au niveau des relations, au niveau politiques etc.) qui pourraient être attribué au projet ? Si oui les quels ?

Parmi ces changements quels sont les 2 changements les plus importants ?

4. Contraintes (priorisation) perspectives et recommandations

De votre perspective, quels sont les plus importants défis en ce qui concerne le système alimentaire et la production agricole dans votre zone ?

Sur la base de vos expériences et interaction avec le projet, si vous pouviez changer quelque chose du projet qu'est-ce que vous auriez changé dans ce projet ?

Justification :

Toutes autres questions ou sujets que les autorités souhaitent soulever.

Remercier les personnes de leur temps et de leur participation et leur souhaiter bonne chance.

Rencontre avec des Restaurants / Hôtels / Consommateurs

Les rencontres ne doivent pas prendre plus d'une demi-heure (30 min)

Date _____ et Localisation : _____

Personnes présentes

Nom _____ (H / F) Fonction _____

Nom _____ (H / F) Fonction _____

Introduction

Remerciez les personnes pour leur disponibilité.

Expliquez en quelques mots les raisons de la visite : en savoir leurs perspectives sur l'alimentation locale.

Habitudes

Provenance de votre alimentation ? Vous achetez quelle partie de vos aliments ?

- Vivrier
- Légumes / Fruits
- Viande / Poisson
- Huile

Sur base de quel critères vous achetez vos aliments ?

(par ex. prix, qualité, facilité, relations personnelles etc.)

Est-ce que vous êtes disposés de payer plus pour des produits d'origine local ?

Quelle est votre appréciation de la production locale ?

Toutes autres questions ou sujets que les autorités souhaitent soulever.

Remercier les personnes de leur temps et de leur participation et leur souhaiter bonne chance.

Annexe 4 Changements selon les bénéficiaires

Changements Feed Good Bénin

	Femmes			Hommes			Total			Nombre de citations
	Nbr	%	% ponderé	Nbr	%	% ponderé	Nbr	%	%ponderé	
Nombre de personne	309			171			480			
Meilleure santé	67	21,7	22,2	40	23,4	15,5	107	22,3	19,6	12
Gestion concertée / meilleur planning au sein du ménage	55	17,8	14,7	42	24,6	27,3	97	20,2	19,2	10
Amélioration des pratiques agroécologique / Utilisation compost / Valorisation des déjections animales / Réduction brulis de résidus post récolte / Réduction de feux de brousse	39	12,6	14,5	49	28,7	31,7	88	18,3	22,2	9
Accès aux crédits	72	23,3	17,5	23	13,5	17,6	95	19,8	18,4	6
Réduction pénibilité de transformation Fonio / Équipements de transformation / Réduction de la pénibilité du travail / Réduction de la pénibilité de la transformation / Facilitation du travail et réduction de pertes (GTA) / Facilitation du travail (moulin) / Facilitation GTA	58	18,8	14,7	24	14,0	16,2	82	17,1	17,5	8
Augmentation diversité et disponibilité de légumes frais / Disponibilité de légumes frais / Maraichage de case / Production à tout moment Maraichage / Disponibilité de légumes frais / production maraichère	55	17,8	14,2	16	9,4	7,5	71	14,8	11,9	8
Amélioration de la nutrition / Valorisation des fruits dans l'alimentation / Amélioration des compositions des mets/repas du ménage / Amélioration composition repas / Disponibilité de fromage de soja/substitution à la viande	43	13,9	12,2	13	7,6	8,1	56	11,7	11,0	12
Scolarisation des enfants	42	13,6	14,3	9	5,3	6,8	51	10,6	11,5	8
Stockage amélioré / Meilleure technique de conservation des récoltes / Amélioration stockage des produits / réduction pertes post récolte	33	10,7	8,3	25	14,6	15,5	58	12,1	9,8	5

Démarrage nouvelles AGR, diversification AGR	50	16,2	10,0	14	8,2	4,5	64	13,3	7,3	9
Plantation d'arbre fruitiers / Agroforesterie / RNA	4	1,3	1,8	26	15,2	17,8	30	6,3	7,6	8
Meilleur épargne	30	9,7	10,6	3	1,8	1,8	33	6,9	8,3	6
Récupération semences paysannes / Semences adaptées et disponible	23	7,4	8,3	10	5,8	7,3	33	6,9	8,8	6
Amélioration hygiène et assainissement / Rendre l'eau potable avant de l'utiliser	43	13,9	12,4	3	1,8	1,8	46	9,6	9,3	5
Restauration des terres / Amélioration fertilité des sols / Amélioration de la fertilité des sols	12	3,9	5,9	26	15,2	14,3	38	7,9	8,7	5
Contribution des femmes aux charges du ménage	22	7,1	8,5	5	2,9	3,8	27	5,6	7,7	7
Réduction bradage / Stockage et commercialisation	15	4,9	5,3	8	4,7	5,1	23	4,8	5,0	5
Réduction d'utilisation d'engrais chimiques et pesticides / Stockage sans produits chimique	7	2,3	2,9	11	6,4	4,3	18	3,8	3,2	7
Utilisation produits transformés au sein du ménage / village	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	1
Plus de participation de femmes / Plus de considération aux femmes dans le ménage / Plus de consultation aux femmes	0	0,0	0,0	1	0,6	0,5	1	0,2	0,1	4
Production d'engrais liquide et biopesticide	5	1,6	0,9	6	3,5	4,1	11	2,3	1,8	5
Achat de biens	1	0,3	0,4	0	0,0	0,0	1	0,2	0,3	2
Éducation sexuelle	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	1
Augmentation de connaissances / Augmentation de a connaissance sur la nutrition	9	2,9	2,7	2	1,2	0,8	11	2,3	2,0	6
Plus d'argent disponible / liquidité	10	3,2	4,2	5	2,9	2,8	15	3,1	4,4	5
Facilité de prise en charge des soins des enfants	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	2
Production améliorée / Production maïs améliorée	1	0,3	0,7	3	1,8	1,4	4	0,8	0,9	2
Disponibilité de la matière première	0	0,0	0,0	7	4,1	5,4	7	1,5	1,7	1
Valorisation des résidus de récolte pour l'alimentation des animaux / Intégration Agriculture-Elevage	0	0,0	0,0	5	2,9	1,0	5	1,0	0,4	2
Amélioration de la levées due à la réduction des feux de brousse	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	1
Réduction de l'infestation du striga	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	1
Disponibilité de bois de chauffe issus de l'égagage d'arbres	1	0,3	0,7	0	0,0	0,0	1	0,2	0,2	1
Protection des cultures (Brise-vent)	0	0,0	0,0	1	0,6	0,4	1	0,2	0,2	1
Reduction de vol de bétail due à la disponibilité des résidus pour l'alimentation	5	1,6	3,6	10	5,8	4,0	15	3,1	3,7	1

Réduction feu de brousse avec la présence des espèces fruitières	2	0,6	1,4	7	4,1	3,0	9	1,9	2,2	2
Retour de certaines espèces animales sauvages et de la faune	1	0,3	0,7	2	1,2	0,8	3	0,6	0,7	1
Réduction de la consommation du bois de chauffe à travers l'utilisation des foyers améliorés	9	2,9	1,5	3	1,8	1,3	12	2,5	1,3	2
Agroécologie-Agroforesterie	0	0,0	0,0	26	15,2	9,0	26	5,4	3,5	2
Développement de l'élevage	31	10,0	5,6	35	20,5	11,5	66	13,8	7,5	3
Réduction d'utilisation d'engrais chimiques et pesticides / Stockage sans produits chimique	7	2,3	2,9	11	6,4	4,3	18	3,8	3,2	7
Bénéfices liés aux chaînes de solidarité avec les petits ruminants	0	0,0	0,0	1	0,6	0,2	1	0,2	0,1	1
Amélioration du revenu	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	3
Bienfaits de la vie associative	40	12,9	9,7	4	2,3	2,7	44	9,2	7,2	2
Construction de poulaillers et de logement	1	0,3	0,2	0	0,0	0,0	1	0,2	0,1	1
Achats de biens	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	2
Parcage indirect	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	1
Gestion des conflits / Entente au sein des foyers	17	5,5	8,3	7	4,1	5,8	24	5,0	7,2	6
Appui en équipement maraicher	7	2,3	2,2	3	1,8	1,4	10	2,1	1,8	1
Meilleure santé des enfants	10	3,2	2,8	1	0,6	1,1	9	1,9	2,9	4
Amélioration du revenu	16	5,2	6,9	4	2,3	3,1	20	4,2	6,6	4
Mise enclous les animaux	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	2
Développement d'élevage	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	2
Construction des foyers améliorés	7	2,3	3,8	1	0,6	1,5	8	1,7	3,2	2
Protection des enfants (FA)	7	2,3	2,8	5	2,9	3,8	12	2,5	3,1	3
Accès au marché	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	1
Meilleure visibilité	4	1,3	1,9	0	0,0	0,0	4	0,8	1,9	1
Amélioration de la qualité des produits transformés	1	0,3	0,5	0	0,0	0,0	1	0,2	0,5	2
Meilleure gestion financière	3	1,0	1,4	1	0,6	0,0	4	0,8	1,7	2
Autonomie financière	5	1,6	2,4	0	0,0	0,0	5	1,0	2,4	2
Bonne gestion de stock	1	0,3	0,5	3	1,8	1,5	4	0,8	1,4	3
Site de maraichage sécurisé	5	1,6	2,7	0	0,0	0,0	5	1,0	2,0	1
Gain de temps (FA)	2	0,6	0,7	2	1,2	2,2	4	0,8	1,2	3

Réduction de la consommation du bois de chauffe à travers l'utilisation des foyers améliorés	19	6,1	7,0	2	1,2	0,7	21	4,4	5,1	3
Protection contre les fumées (FA)	1	0,3	0,3	0	0,0	0,0	1	0,2	0,2	1
Reduction exode rural	1	0,3	0,3	0	0,0	0,0	1	0,2	0,2	1
Foyers efficace	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	1
Valorisation des produits locaux	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	1
Amélioration des maisons	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	1
Prise de conscience (importance arbres)	0	0,0	0,0	1	0,6	0,7	1	0,2	0,2	1
Construction foyers améliorés	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	1
Soutien du mari aux activités des femmes	1	0,3	0,2	0	0,0	0,0	1	0,2	0,3	1
Caisse de solidarité / entreaide	3	1,0	0,7	0	0,0	0,0	3	0,6	0,9	1
Action communautaire	0	0,0	0,0	1	0,6	0,5	1	0,2	0,1	1
Pas de changement significatif	2	0,6	0,3	5	2,9	3,2	7	1,5	1,3	6

Annexe 5 Produits de l'atelier d'analyse des équipes

Points forts

Détermination de l'équipe de projet

Adhésion des bénéficiaires et des autorités politico-administratives

Pertinence des thématiques abordées par rapport au contexte et politiques locales de la zone d'intervention

Consolidation des acquis des anciens projets et une forte synergie avec les projets en cours

Stratégie bien élaborée pour la mise en œuvre du projet (CGES, rencontre de suivi, descente sur le terrain des CP, DE et DP)

Régularité de la mise à disposition des ressources pour la mise en œuvre du projet

Disponibilité des ressources humaines de qualité

Organisation de la journée de l'animateur au cours de laquelle l'équipe terrain a été honorée et félicitée, et bénéficiée d'une attestation de reconnaissance/mérite

Implication de tous les acteurs dans la mise en œuvre du projet

Synergie entre les différents acteurs de concertation du SIA

Organisation des visites d'échanges et de partage d'expériences au profit de l'équipe du projet au profit des bénéficiaires à la base

Organisation des foires au profit de la valorisation des produits des bénéficiaires

Points faibles

Faible part des ressources financières allouées aux appuis en équipements et en matériels devant directement profiter aux bénéficiaires

Faible proportion des villages d'intervention en commun entre partenaire de mise en œuvre du projet ((JAB, ERAD, TIKONNA, CERD)

Non définition des axes de synergie/thématique de synergie dès la conception du programme

Absence d'un acteur clé pour la promotion des produits agroécologiques

Absence de stratégies claires relatives à la promotion des produits agroécologiques

Les ménages pilotes et auxiliaires n'ont pas tous les mêmes bénéfices de renforcement/appuis

Les hameaux distants les uns des autres dans un même village

Insuffisance de ligne budgétaire pour certaines activités au profit de certains acteurs du consortium

Non prise en compte des formateurs locaux (FE)/coach dans la mise en œuvre du projet

Organisation de la journée de sécurité sanitaire des aliments (ABSSA)

Synergie d'actions entre les partenaires locaux intervenant sur le programme

Couverture sanitaire pour le personnel (assurance maladie)

Renouvellement du matériel roulant (motos) aux animateurs d'Iles de Paix (disponibilité des moyens pédagogiques)

Renforcement de capacités techniques du personnel

Organisation de concours PIP au niveau villageois jusqu'au niveau Département et remise des prix aux lauréats qui motivent les communautés

Amélioration de la masse salariale du personnel et appui logistique (carburant et entretien du matériel)

Expérience de l'équipe de mise en œuvre du programme (Animateurs, CP)

Appuyer un appui significatif au niveau des OP maïs et GF en termes de matériels et équipement, et infrastructures

Connaissance de la cible par IDP qui a mis en œuvre plusieurs projets dans les zones

Dispositif villageois de mise en œuvre du projet qui ne prévoit pas les formateurs endogènes

Suivi des activités de mise en œuvre par une équipe de suivi évaluation de qualité

Organisation d'une planification conjointe impliquant tous les acteurs

Bonne maîtrise de la zone d'intervention par les partenaires locaux

Manque de véhicule de terrain au niveau des partenaires locaux d'Autre Terre

Bonne expérience des domaines d'intervention par les partenaires locaux

Peu d'appuis matériels prévus par le programme

Formation de base des agents d'accompagnement en adéquation avec les domaines d'intervention du programme

Faible allocation budgétaire sur certaines lignes

Partenaires locaux disposant de sites de formation et d'application

Absence de ressources financières pour la protection des plants installés dans les parcs

Bonne gouvernance au sein des partenaires locaux

Certains villages reculés et difficiles d'accès

Existence d'un COGES (SIA) et régularité dans sa tenue

Mise à disposition de matériels roulant (moto) pour les agents de terrain

Bonne gestion financière du programme

Existence d'un dispositif de planification et de suivi évaluation

Programme pertinent et en phase avec les besoins des communautés

Valorisation et autonomie du parc local dans la conduite des activités

Utilisation des visites d'échanges pour renforcer les bénéficiaires

Flexibilité dans la réorientation des activités

Utilisation de bénéficiaires modèles

Choix volontaires des bénéficiaires dans les villages

Communautés ouvertes aux innovations

Leçons apprises

Il est important d'impliquer les membres actifs du ménage dans la prise de décision - RACOLOS

Implication des élus locaux, chefs traditionnels, chef de village, acteurs locaux et autres contribuant à l'atteinte des résultats

Implication de la femme au sein des ménages, dans diverses activités contribuant à l'amélioration des revenus et de la gestion du stock

Utilisation des GTA, sacs pics contribuent à la réduction des pertes post-récolte et réduction des intoxications alimentaires

L'association de l'ail, piment, savon, écorce de cail-cédras est efficace pour la lutte contre les attaques foliaires au niveau du niébé et du maïs

Organisation des campagnes de vaccination avec l'ITA NEW avant le mois d'octobre pour la volaille améliore efficacement la production aviaire

Les AVEC constituent un moyen de solidarité et d'autonomisation de la femme surtout

Il est important de tenir compte de la disponibilité des communautés dans la planification des rencontres pour optimiser leur participation

Les actes de donation ne garantissent pas 100% la sécurisation des sites de bas-fonds

Les objectifs d'adhésion à un groupement vont au-delà de la production en groupe

L'élevage est déterminant pour la production du compost

Les chefs de ménages ont adhéré à la gestion concertée au sein des ménages

Les visites d'échanges facilitent l'adoption des bonnes pratiques par les bénéficiaires

Utilisation de la farine recyclée permet de préserver les plants des termites

Recommandations

Prendre en compte des formateurs endogènes dans la mise en œuvre du projet et pour la pérennisation des acquis

Outiller les ménages de petits matériels et équipement de compostage

Faire la promotion de la culture attelée à travers l'accompagnement des ménages à faibles revenus en les dotant de paires de bœufs

Encourager la promotion interne au sein de l'équipe du projet

Effectuer à temps les virements bancaires pour éviter les retards dans les activités

Prévoir des postes d'assistants projet chez les partenaires locaux

Prévoir plus d'appui matériel pour les partenaires locaux

Prévoir plus de ressources financières pour les activités et au niveau du fonctionnement

Étendre les interventions vers d'autres zones dans les communes

Faire participer les équipes projet aux différentes rencontres (colloques, séminaires, etc.) externes

Améliorer la visibilité des activités du projet

	<p>Amplifier les stratégies d'essaimage</p> <p>Appuyer les partenaires locaux sur leur plan de développement de capacités organisationnelles</p>
<p>Les interventions multi-secteurs au niveau exploitation permettent de prendre en compte les facteurs qui influencent la résilience des ménages</p>	<p>Renforcer les actions en faveur de la restructuration du marché des produits agroécologiques</p>
<p>Les interventions multi-acteurs permettent de renforcer la synergie entre les acteurs dans les activités et l'amélioration des compétences</p>	<p>Multiplier les points d'accès/vente des produits agroécologiques</p>
<p>La limitation des appuis tangibles au profit des bénéficiaires réduit leur engagement</p>	<p>Identifier et responsabiliser un acteur chargé de la promotion des produits agroécologiques</p>
<p>L'intégration des appuis spécifiques à la nutrition et à l'alimentation contribuent à l'amélioration des connaissances et du régime alimentaire des ménages</p>	<p>Appuyer à la construction / équipements des unités de transformation selon les normes ABSSA</p>
<p>La combinaison des techniques agroécologiques donne plus de résultats que l'application des techniques prises individuellement</p>	<p>Appuyer à la formalisation des GF et OP</p>
	<p>Réaliser les études pour apporter les évidences scientifiques sur les risques sanitaires et le niveau de consommation des produits agroécologiques</p> <p>Appuyer en équipement les GF et OP</p> <p>Appuyer la certification des produits transformés par les GF</p> <p>Mener des études d'identification des semences de fonio à haute valeur productive</p> <p>Intensifier la sensibilisation pour la production et la consommation des produits locaux</p>
<p>Il est important d'impliquer les membres actifs du ménage surtout les femmes pour une meilleure répartition des ressources</p>	<p>Il faut impliquer tous les membres du ménage surtout les femmes dans la production et répartition des revenus de l'exploitation</p>
<p>Les pratiques des autres EA peuvent influencer l'efficacité des pratiques agroécologiques</p>	<p>Prendre en compte toutes les exploitations de la zone pour une bonne transition agroécologique</p>

L'entente et la cohésion au sein des exploitations agricoles et le premier pilier pour la réussite des PIP	Insérer ou accroître l'élevage dans les EA pour faciliter la transition agro-écologique au sein des exploitations agricoles
L'élevage de la volaille et des petits ruminants au sein des ménages facilitent l'intégration et la mise en place d'un système agroécologique	Apporter les techniques et innovations adaptées aux communautés dans la production des engrais biologiques pour réduire leur dépendance des engrais chimiques
Les innovations dans le domaine des engrais biologique s'améliore positivement l'autonomisation des exploitations agricoles et maraichères vis-à-vis des engrais chimiques	Impliquer les élus locaux et services étatiques dans la conception et mise en œuvre du projet
Implication des élus locaux et des services de l'Etat (ATDA) facilite la mise en œuvre des projets et pérennisation des acquis	Réaliser un diagnostic initial et recenser les partenaires intervenants dans la zone pour une bonne synergie
le diagnostic initial et le recensement des autres partenaires intervenant dans la zone facilitent la synergie et une bonne mise en œuvre pour l'atteinte des résultats du projet	Améliorer les lignes budgétaires en lien avec certaines activités au nom de tout le consortium (cas de CERD-Benin)

Changements selon les CP et animateurs des partenaires

Solidarité

Intérêt constitué en capital

Amélioration de la qualité du régime alimentaire des membres du ménage

L'installation des caisses de solidarité au sein des GF qui permet de rembourser à temps les crédits mis à leur disposition

Accessibilité des fonds

Réduction des pertes post-récolte

Amélioration des bonnes pratiques post-récolte

Meilleure hygiène autour des unités de transformations accompagnées

Valorisation des produits locaux

Bonne combinaison des produits en intégrant des produits à haute valeur nutritive

Meilleure valorisation des semences paysannes

Augmentation de revenu des ménages des GF - OP

Augmentation des revenus des ménages

Diversification des chaînes de valeur des produits locaux transformés

Tenue régulière des Cadres de Concertation - SAN

Intérêt accru des autorités à accompagner les initiatives agroécologiques

Structuration du marché des produits agroécologiques

Augmentation de la résilience des exploitations agricoles (PiP, RNA)

Maitrise par les producteurs d'une diversité de pratiques agroécologiques

Réduction des investissements des produits chimiques

Bonnes pratiques alimentaires au sein des ménages

Augmentation de la production de légumes

Meilleure qualité des produits transformés au sein des GF

Amélioration des revenus et la qualité des produits transformés hygiène autour des unités

Amélioration de la qualité des produits transformés, hygiène autour des unités de transformation

Meilleure connaissance de l'importance nutritionnelle de ressources alimentaires locales

Augmentation du nombre de producteurs ayant adopté les pratiques agroécologiques

Accessibilité des produits agroécologiques

Augmentation/amélioration de la visibilité des produits transformés localement

Augmentation des producteurs agroécologiques et donc des produits agroécologiques

Réduction de l'utilisation des produits chimiques au niveau des sites de production

Réduction de l'utilisation des produits chimiques pour la conservation des produits agricoles (amélioration de la qualité des produits vivriers)

Augmentation de la quantité de légumes consommés dans les ménages

Disposition des légumes feuilles et fruits pour une longue période

Amélioration des Itinéraires Techniques (rotation des cultures, association-jachère amélioré-GIFS-parcage direct RNA)

Bonnes pratiques des techniques agroécologiques (systèmes intégrés)

Diversification des légumes feuilles et fruits

Disponibilité des engrais biologiques

Baisse de la fréquence de l'intoxication alimentaire

Meilleur prix de commercialisation de maïs

Augmentation de la disponibilité des produits agricoles et maraichers sains

L'intervention du projet a permis à la population de s'intéresser davantage à la production du fonio

Environnement (valorisation des PFNL; réduction des pressions sur les ressources à travers les Foyers Améliorés

Réduction de la pression sur les bois de chauffe

Disponibilité et diversification des produits bio dans le panier ménage grâce au jardin de case

Diminution des pertes de stockage (GTA)

Démystification de la plantation du Karité et du Néré dans les villages

Contribution accrue des femmes des GF à la satisfaction des besoins ménages (scolarisation, santé)

Meilleure consommation des produits locaux

L'introduction du PiP au sein des ménages a amélioré la gestion concertée et la planification des activités des ménages

Meilleure planification des activités de l'exploitation

Amélioration de la gestion concertée au sein des ménages

Meilleure implication de la femme au sein du ménage

Meilleure atteinte des objectifs des familles paysannes

Meilleure implication des autorités locales dans le consommé local

Bonne structuration et gestion des coopératives villageoises et des groupements

Amélioration de la gouvernance au sein des GF accompagnés

Amélioration de la redevabilité au sein des GF (tenue d'outils de gestion, prise de décision, etc.)

Diversification des AGR au sein des GF

Intérêt des producteurs à la production agroforestière

Équipes projet plus compétents

Augmentation des quantités des produits transformés des GF

Augmentation des chiffres d'affaires des GF transformatrices

Augmentation des producteurs adoptants l'agroforesterie à base du karité et néré

Annexe 6 Analyse des données collectées

	Changements induits	Difficultés rencontrées	Doléances exprimés
R1	Production et utilisation des produits biofertilisants	Insuffisance d'eau pour la production des biofertilisants	Réalisation de forages
	Utilisation du bio pesticide	Insuffisance de matériel pour la production du compost et le reboisement	Appui matériel
	Amélioration des pratiques agroécologiques (assolement, rotation, association des cultures) la jachère améliorée etc.	Faible quantité de production de biofertilisants	
	L'agroforesterie		
	Package direct et indirect		
	Recommandations		
R1	Relais pour le PiP Application des bonnes pratiques agroécologiques accompagner les startups qui développent les alternatives en AE pour les producteurs, renforcement de capacités sur les pratiques agroécologiques		
R2	Amélioration de la qualité, diversité des produits (grâce à l'appui en équipement)		
	Équipements complémentaires en transformation		
	Normalisation des unités de transformation		
	Traçabilité des M A de qualité (er R1)		

	Connecter les producteurs et les transformatrices localement (mis en relation)		
	Renforcer la dynamique de RACOLOS		
	Former les artisans locaux pour la maintenance des équipements des GF		
R3	Évènements SAD (foire, JISSA, cuisine participative, CCCSAN, Radio, médias sociaux etc.)		
	Plaidoyer pour la prise en compte des SAD dans les documents stratégies de planification au niveau local		
	Institutionnaliser les PiP		
R5	Leadership, gestion concertée, PiP, Participation aux réunion/XX par les femmes		
	Développer des actions stratégiques pour l'implication/participation des jeunes		
	Accompagner les potentiels jeunes dans l'entrepreneuriat, leadership, etc.		
	Professionnalisation des jeunes dans les métiers de la transformation accompagnement et insertion		

	Changements induits	Difficultés rencontrées	Doléances exprimés
R2	Développement et diversification des AGR	Manque d'unités de transformation respectant les normes	Besoin d'infrastructures adéquates pour la transformation

	Adoption des GTA	Insuffisance et manque de matériel de transformation et de transport	Appui matériel pour la transformation
	Stockage dans les magasins	Montants insuffisants du crédit et leur mise en place tardive	Acquisition de tricycles pour le transport des produits
	Réduction de bradage	Insuffisance de formation technique sur le marketing et gestion d'entreprise	Revoir à la hausse des montants de crédit et les mettre à temps
	Accès au crédit		Renforcement de capacités et organisation des visites d'échange
	Augmentation des revenus		
R4	Transition vers de systèmes de production agroécologique	Faible production de biofertilisants	Appui matériels (UBM) brouettes, pelles, bottes)
	Amélioration de l'habitude alimentaire produite	Manque de sacs pics pour la conservation	Mettre les sacs PICS à la disposition des producteurs
	Valorisation des produits locaux et sains	Insuffisance de magasins de stockage	Construction des magasins
	Meilleure gestion de l'environnement		
	Bonnes pratiques d'hygiène		
R5	Gestion concertée	La gestion concertée n'est pas 100% dans les ménages	Poursuivre la sensibilisation au sein des ménages
	Implication des femmes dans les prises de décision au sein de ménage		
	Meilleure composition des alimentaire et		
	Participation des femmes aux activités liées à		

	l'agroécologie et agroforesterie		
--	----------------------------------	--	--

	Changements induits	Difficultés rencontrées	Doléances exprimés
R1	Réduction des intrants chimiques	Insuffisance de petits matériels pour le compostage	Dotation en petit matériel de compostage
	Rotation des cultures/association de cultures	Insuffisance d'eau	Promotion de l'élevage familiale pour assurer la disponibilité de la Matière Organique pour compostage
	Parcage direct	Non développement de la culture attelée	Promouvoir la culture attelée (dotation (subvention de bœufs
	Disponibilité de jeunes plantes de Karité/niéré	Faible capacité à produire du compost pour emblaver une grande superficie	
R2	Réduction des pertes post-récolte	Insuffisance de matériel de transformations (unités de transformation)	Facilité d'accès au crédit au OPA et autres
	Réduction de l'utilisation des intrants chimiques (production/stockage)	Insuffisance d'écoulement des produits agroécologiques	Améliorer le plateau technique des GF
	Gestion concertée des récoltes / stocks	Difficulté d'écoulement des produits agroécologiques	Faire la promotion des produits agroécologiques
	Amélioration de la commercialisation des produits (CAN / transformation)	Faible accessibilité u crédit	Encourager les meilleurs OPA
	Bon fonctionnement au sein de l'OPA		
R5	Forte implication des femmes dans les activités	Faible accès au moyen de production	Sensibilisation/plaidoyer l'égard des

	agroécologique	(terre)	autorités locales/communales/gouvernementales au profit de femmes pour l'accès à la terre
	Adoption des Foyers Améliorés		
R4	Bonne amélioration des pratiques culinaires	Forte concurrence des produits importés vis-à-vis des produits locaux	Encourager la promotion des produits locaux
	Valorisations des produits locaux		
	Réintroduction des cultures en voie de disparition		

Annexe 7 Évaluation du processus par les participants

Évaluation Processus d'évaluation

Qu'est-ce qu'a vous surpris ?

- Rien
- L'auto-évaluation annoncée par l'évaluateurs dans son offre
- La simplicité de l'évaluation
- La bonne ambiance qui a existé entre collègues
- La mobilisation communautaire. Malgré les travaux champêtres les producteurs sont sortis
- Bonne maîtrise des objectifs du projet par les évaluateurs, effort de synthèse des évaluateurs
- La qualité de l'équipe d'évaluation à maîtriser et à mettre ensemble toutes les organisations intervenant sur le programme Feed Good
- Le manque XXXXX d'infrastructures dans les villages malgré tous les accompagnements des différents projets
- L'adhésion des populations dans la XXX des différentes activités de la mission
- RAS
- Le processus d'identification des changements induits ainsi que le vote des 3 meilleurs changements selon le genre
- La démarche de collecte de données de l'équipe de la mission de l'évaluation
- Méthodologie utilisée, outils utilisés, Collaboration des évaluateurs
- Organisation des AV d'évaluation en focus groups réunissant tous les acteurs au même endroit (PiP, Maraichage, Transformation). Technique de choix des changements
- La participation des communautés
- RAS

Avez-vous acquis de nouvelles connaissances ou perspectives lors de cette expérience ?

- Beaucoup en matière du processus d'évaluation
- Sur la gestion des crédits par les femmes
- Technique de priorisation /d'identification des changements prioritaires
- Traitement des données, organisation d'une mission d'évaluation
- Le travail en groupe facilite la collecte et analyse des données
- Identification des changements, priorisation des meilleurs changements
- Au cours des activités j'ai acquis de chose et connaissance en lien avec les évaluations et les visites terrain
- Les AGR constituent une activité prioritaire des femmes
- Au cours de cette expérience, j'ai appris beaucoup de choses, la technique utilisée pour évaluer les changements importants.
- Stratégie d'évaluation, méthodologie mis en place dans le cadre d'évaluation
- Oui, de nouvelles connaissances ont été acquises lors de la mission.
- L'approche participative d'une évaluation qualitative.
- La recherche de solution aux problèmes en impliquant les autres acteurs

- Beaucoup d'acquis ont été appris lors de cette évaluation

Envisagez-vous d'appliquer les éléments appris dans votre travail quotidien ?

- Oui, j'envisage l'applique dans mon travail quotidien
- Oui, je pense utiliser les acquis dans toutes mes activités et au quotidien
- Oui, surtout pour les activités avec les communautés et au sein de la structure
- Oui
- Pour l'élaboration d'un nouveau projet/programme à JAB
- Oui
- Oui sensibiliser d'autres dans ma zone d'intervention
- Tous les verts et surtout aux auto-évaluations
- L'approche d'évaluation en impliquant activement les acteurs
- La collecte de données par le système de vote selon le sexe pour les changements à étendre aux contraintes, défis et autres
- Oui, car cela permettra de prendre en compte : changements, difficultés rencontrées, des doléances à formuler pour l'atteindre des résultats
- J'envisage d'appliquer les éléments appris dans mon travail quotidien
- J'envisage encourager le développement des GAR dans mon travail
- Oui, nous envisageons appliquer les éléments appris dans notre travail quotidien.

Quelles sont vos observations concernant le processus d'évaluation

- Participation de tous permet l'apprentissage. L'implication de toute l'équipe est une bonne chose.
- Le temps de discussion est court lié au temps limité pour l'évaluation.
- La méthodologie adoptée est bonne, maintenir la dynamique
- Prise en compte d'un participant non résident dans le village au vote
- Une très bonne démarche qui a nécessité une séance en salle de terrain et d'analyse
- Processus d'évaluation cohérent mai un peu long
- Les animateurs non pas eu visité d'échanges entre eux pour découvrir ce que les autres font dans leurs structures de bien
- Très bonne technique d'évaluation par les évaluateurs (formation en salle et descente sur le terrain) implication de toutes les parties prenantes à chaque niveau de l'évaluation
- Processus long
- Processus qu'on ne peut faire seul mais en équipe (plusieurs choses à noter) processus assez participatif
- Bon déroulement dans la collecte de données
- Tenir compte de la distance des villages lors de la planification terrain
- Très bonne stratégie car elle a été participative et m'a permis de connaître ce que les autres partenaires font sur le terrain
- Riche en expérience.

Annexe 8 Proposition d'indicateurs alternatifs aux indicateurs MdP

Objectif (outcome) et résultats	Indicateurs alternatifs
<p>Outcome : Au Bénin, l'engagement des acteurs cibles du programme en faveur de la co-construction de systèmes alimentaires durables et d'un environnement sain est renforcé.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le fonctionnement d'OSCLOS (organisation pour la certification des produits sains et locaux) • Dynamique d'adhésion et de croissance de RACOLOS au fil du temps (évolution du nombre de membres) • Dynamique d'adhésion et de croissance du nombre d'agriculteurs (trices) intégrés dans des OP ainsi que l'évolution des membres des associations locales de transformation • Nombre de producteurs certifié par OSCLOS
<p>RESULTAT 1 : Les paysans et autres acteurs de l'ESS appuyés par le programme sont engagés dans une transition vers des modes de production agroécologiques et de gestion durable de l'environnement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Evolution de la superficie des terres agricoles converties à des pratiques agroécologiques (en hectares, certifié par OSCLOS). • Superficie de terres restaurées • Quantité d'intrants agroécologiques utilisés (par exemple, semences bio, compost, engrais organiques) en comparaison avec les intrants chimiques ou industriels.
<p>RESULTAT 2 : Les paysans et autres acteurs de l'ESS appuyés par le programme ont mis en place et/ou consolidé des systèmes de collecte, de stockage, de transformation et de commercialisation équitables et durables</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Évolution des quantités certifiées stockées et commercialisées à travers les OP / GF • Évolution des volumes de produits certifiés transformés.
<p>RESULTAT 3 : Au niveau local, des acteurs publics et des acteurs représentant les paysans et les autres acteurs de l'ESS ont mis en place des dynamiques de développement territorial (DT) inclusives soutenant la co-construction de systèmes alimentaires durables et la gestion durable de l'environnement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de points de vente de produits certifiés • Nombre de mesures/initiatives en faveur de la production durable, adoptées par les organisations. • Nombre de mesures / initiatives en faveur de la commercialisation locale et durable adoptées par les organisations. • Nombre de mesures / initiatives en faveur de la transformation locale et durable adoptées par les organisations
<p>RESULTAT 4 : Des politiques publiques nationales et internationales garantissant les droits des paysans et autres acteurs de l'ESS ont été mises en débat, adoptées et appliquées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de mesures concrètes adoptées par les services techniques et autorités (locales, régionales et nationales) en faveur de la production durable. • Nombre de mesures concrètes adoptées par les services techniques et autorités (locales, régionales et nationales) en faveur de la commercialisation locale et durable. • Nombre de mesures concrètes adoptées par les services techniques et autorités (locales, régionales et nationales) en faveur de la transformation locale et durable. • Chevauchement avec des indicateurs de R3
<p>RESULTAT 5 : Les citoyens touchés par le programme sont sensibilisés, engagés et mobilisés pour le développement des SAD et d'un</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de paysans organisés en OP. • Capacité des clients à justifier leurs préférences pour des produits sains et locaux. • Nombre d'initiatives locaux (OSC ou autres) pour le SAD et un

environnement sain.	<p>environnement sain</p> <ul style="list-style-type: none"> • Chevauchement avec des indicateurs de R3
RESULTAT 6 : Les femmes participent davantage aux différents niveaux de gestion de l'environnement et des SAD	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de femmes occupantes de postes de leadership au sein des bureaux des organisations d'ESS. • Évolution du nombre d'organisations féminines participant aux activités en faveur de l'environnement et des SAD. • Nombre d'entreprises dirigées par de femmes.